

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

1 - Installation d'un nouveau conseiller municipal**M. LE SCORNET expose :**

M. Alban Francou a démissionné de son poste de conseiller municipal le 24 mars 2023, il est donc procédé à son remplacement. Sa remplaçante, Mme Myriam Lemardelé a démissionné le 28 mars 2023.

Selon l'article L270 du code électoral : « La réception par le maire de la démission d'un conseiller municipal a pour effet immédiat de conférer la qualité de conseiller municipal au suivant de liste, sans que celui-ci ait à accepter d'exercer le mandat de conseiller municipal. Le remplaçant n'a pas l'obligation d'être du même sexe que celui de la personne dont le siège est devenu vacant. »

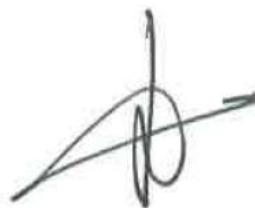
M. Jean-Yves BREHIN est installé au sein du conseil municipal.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

2 - Finances – Débat d'orientation budgétaire 2023**M. TALOIS expose :**

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du Budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire. Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

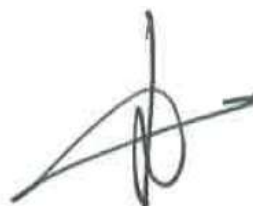
Le Conseil Municipal prend acte du rapport d'orientation budgétaire 2023 présenté et qui a donné lieu à débat.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET





RAPPORT

D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2023

Conseil municipal 30 mars 2023

I – CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE

II – LES DISPOSITIONS FINANCIERES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023 CONCERNANT LES COMMUNES

- **Fiscalité**
- **Dotations**
- **Dispositions d'atténuation des hausses de charges supportées par les collectivités**
- **Création d'un fonds vert**

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023-2026

3.1 L'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A – La fiscalité

1. La fiscalité des 3 taxes
2. L'attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté
3. La solidarité reçue de Mayenne Communauté
4. Les impôts indirects

B – Les dotations et participations

1. La dotation forfaitaire
2. Les dotations DSU DSR DNP
3. Les allocations compensatrices versées par l'Etat

C – Les autres recettes de fonctionnement

1. Les produits d'exploitation
2. Les produits domaniaux

3.2 L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

A – Les charges à caractère général

B – Les charges de personnel

- Propos introductif
- Présentation globale du BP 2023
- Principaux chantiers RH

C – Les subventions et autres charges de gestion courante

D - Les atténuations de produits

- FPIC
- Reversement conventionnel de fiscalité à la Commune de Parigné
- Reversement conventionnel de fiscalité à Mayenne Communauté

E – Les intérêts de la dette existante

3.3 LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE AVEC L'EVOLUTION DES EPARGNES

3.4 LES ORIENTATIONS DE L'INVESTISSEMENT

A- Préambule

B – Scénario d'investissement

C – Evolution des épargnes

3.5 L'ENDETTEMENT DU BUDGET GENERAL

Evolution de l'encours de dette et de capacité de désendettement

3.6 LA DETTE GARANTIE DE LA VILLE

3.7 L'EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE LA VILLE

A – Le budget annexe de l'Eau et de l'assainissement

B – Le budget annexe des Pompes Funèbres

C – Le budget annexe du Crématorium

I - LE CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE

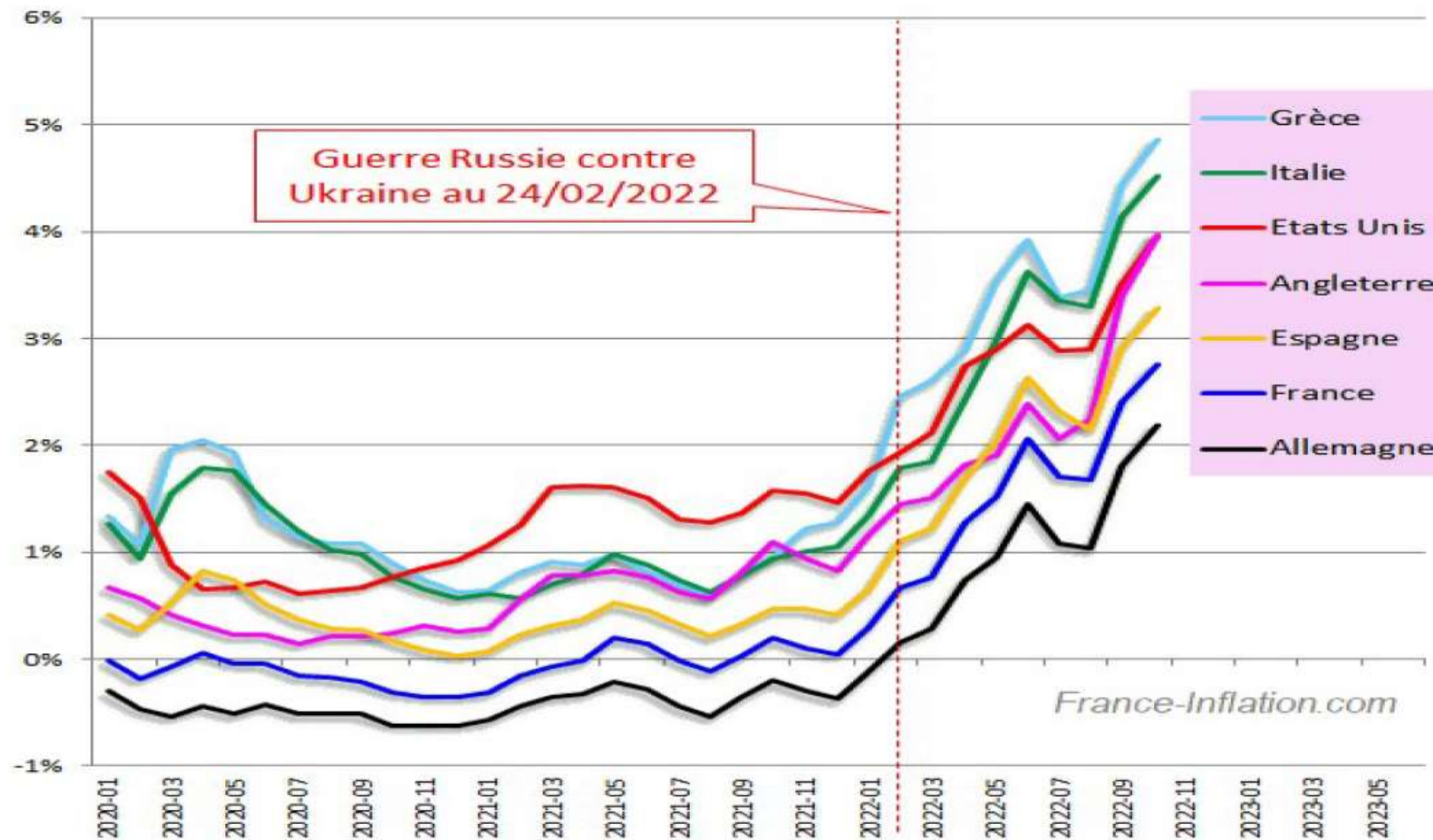
Croissance économique

- Perte de PIB en volume de -8,2% en 2020 en France
- Croissance technique de rattrapage de +6,8% du PIB en 2021
- Prévision de croissance +0,5% en 2023 quasi stagnation en PIB/hab (+1% prévu en LFI 2023)

En %	2021	2022	2023
Croissance du PIB réel	6,8	2,6	0,5
Taux de variation des prix à la consommation (IPCH)	2,1	5,8	4,7
Taux de chômage (BIT, France entière, moyenne annuelle)	7,9	7,3	7,6

Source : Projections de la Banque de France, septembre 2022.

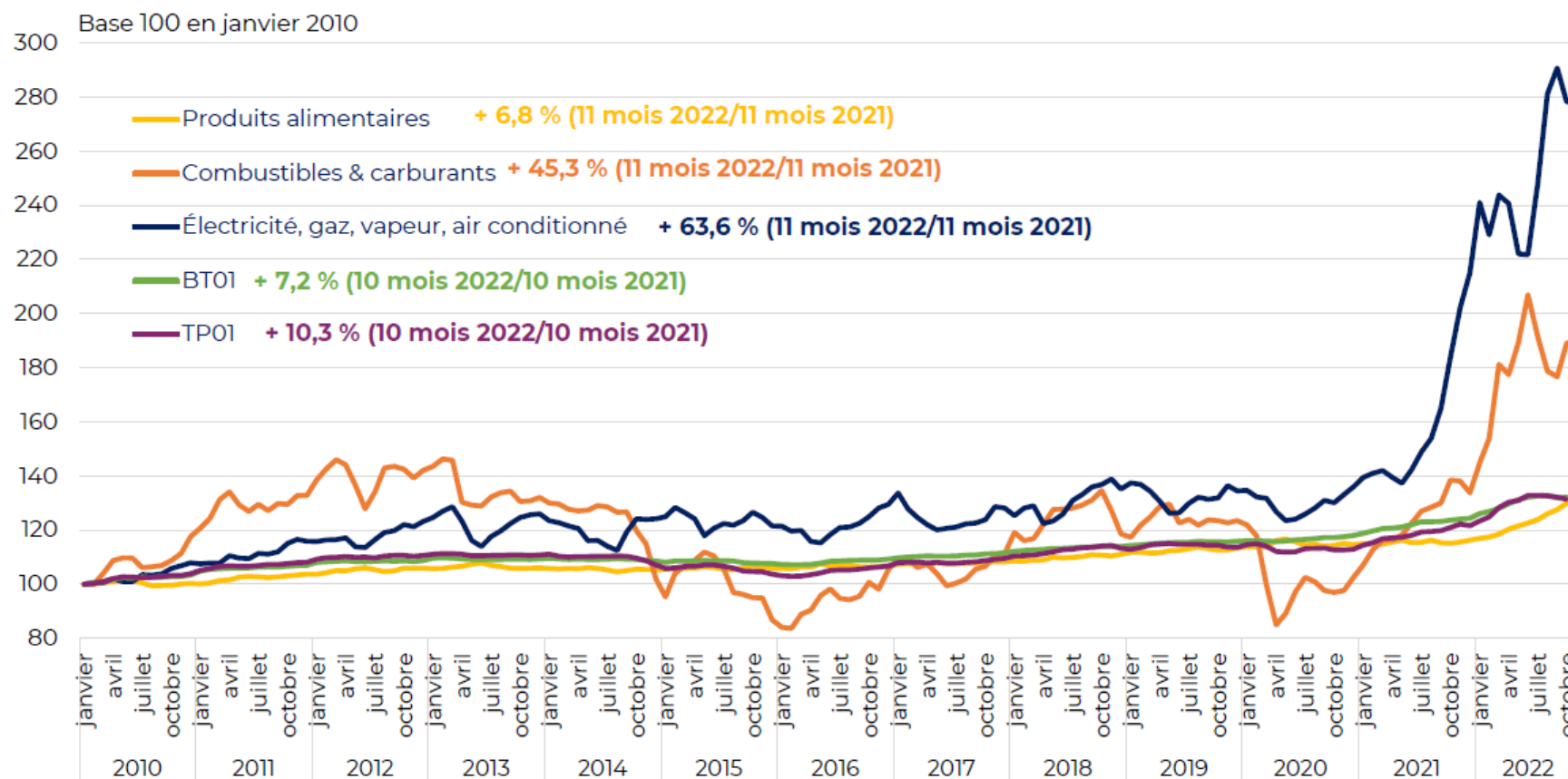
Evolution comparée des taux d'inflation 2020-2023



La France subit une inflation davantage contenue vis-à-vis d'autres pays.

Une inflation très marquée dans le « panier d'achats » du Maire

Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale

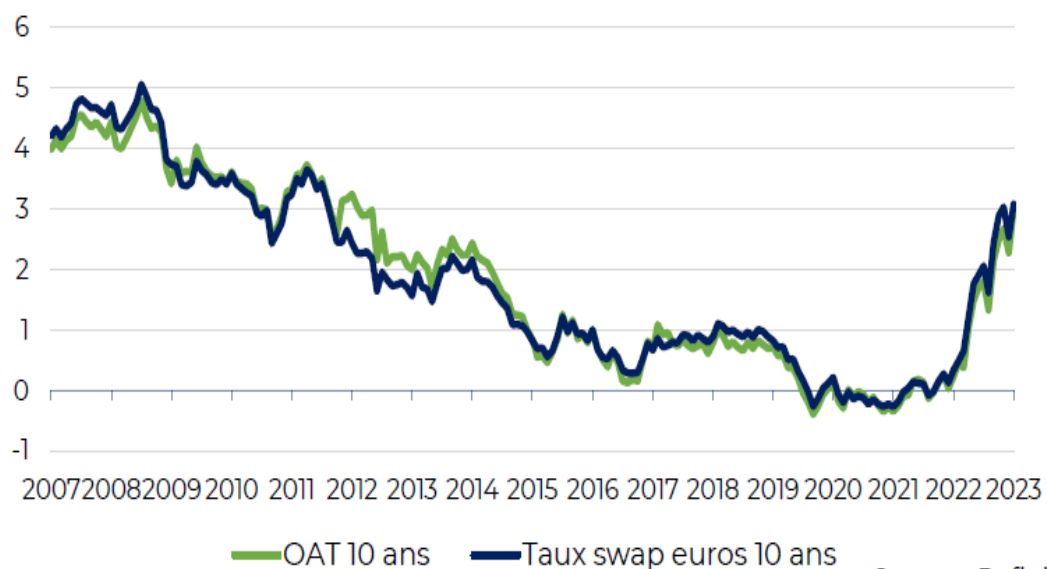


Source : [Indices Insee](#), calculs La Banque Postale

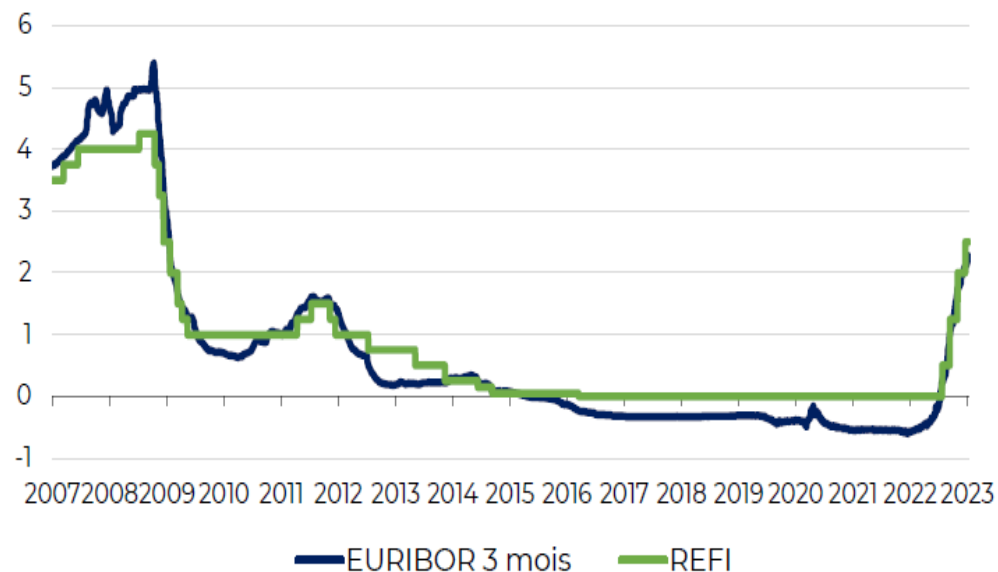
Evolution des taux d'intérêt de 2007 à 2023

Évolution des taux d'intérêt

OAT 10 ans et taux de swap euros 10 ans (%)



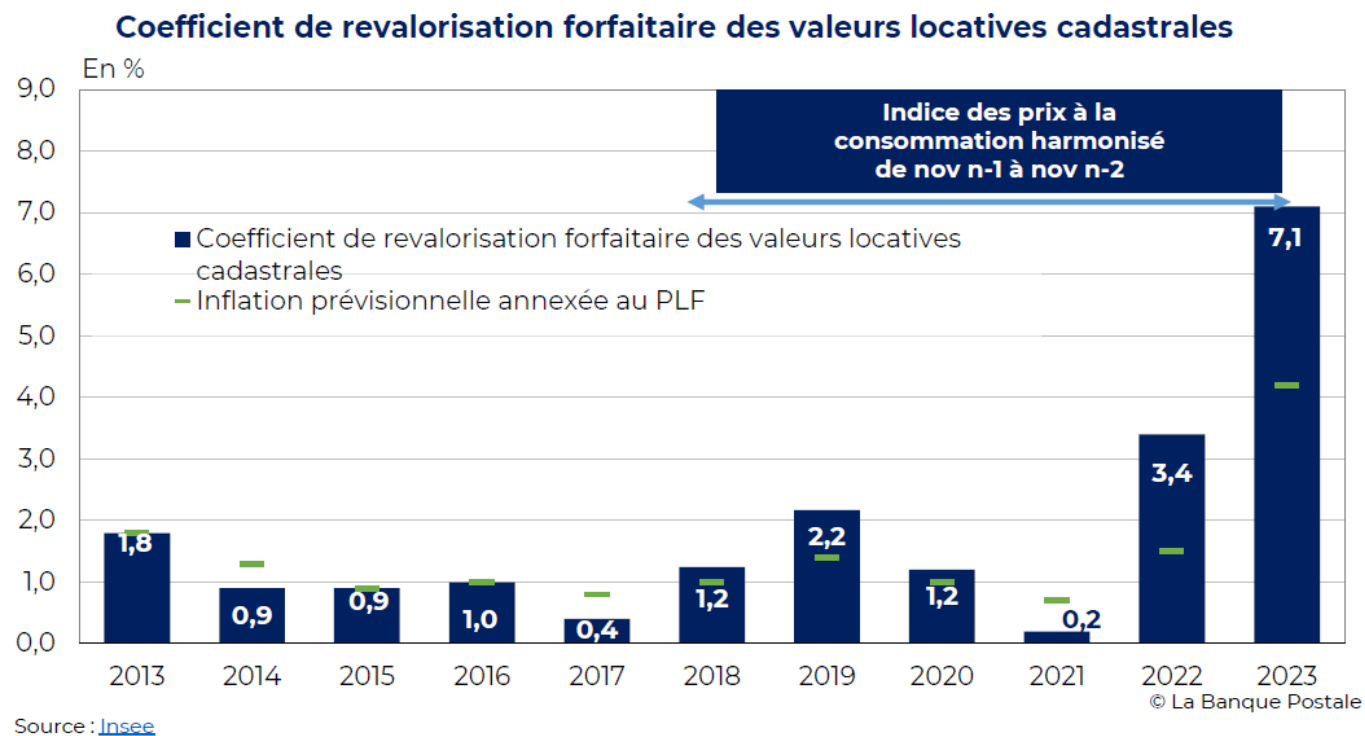
EURIBOR 3 mois et taux directeurs BCE (%)



Source : Refinitiv Datastream

II - LES DISPOSITIONS FINANCIERES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023 CONCERNANT LES COMMUNES

Fiscalité



Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2023 : 7.10% due à la forte inflation (revalorisation inédite depuis 1989)

Elle s'applique aux locaux d'habitation mais pas aux locaux professionnels

Fiscalité

- **Pour les locaux professionnels : report de 2023 à 2025 de l'entrée en vigueur de la révision de leurs valeurs locatives qui devait avoir lieu 6 ans après la révision générale de 2017** (article 103)

En 2023, les bases des locaux professionnels seront simplement actualisés en appliquant aux tarifs de chaque secteur et catégorie un coefficient basé sur l'évolution annuelle des loyers des 3 dernières années.

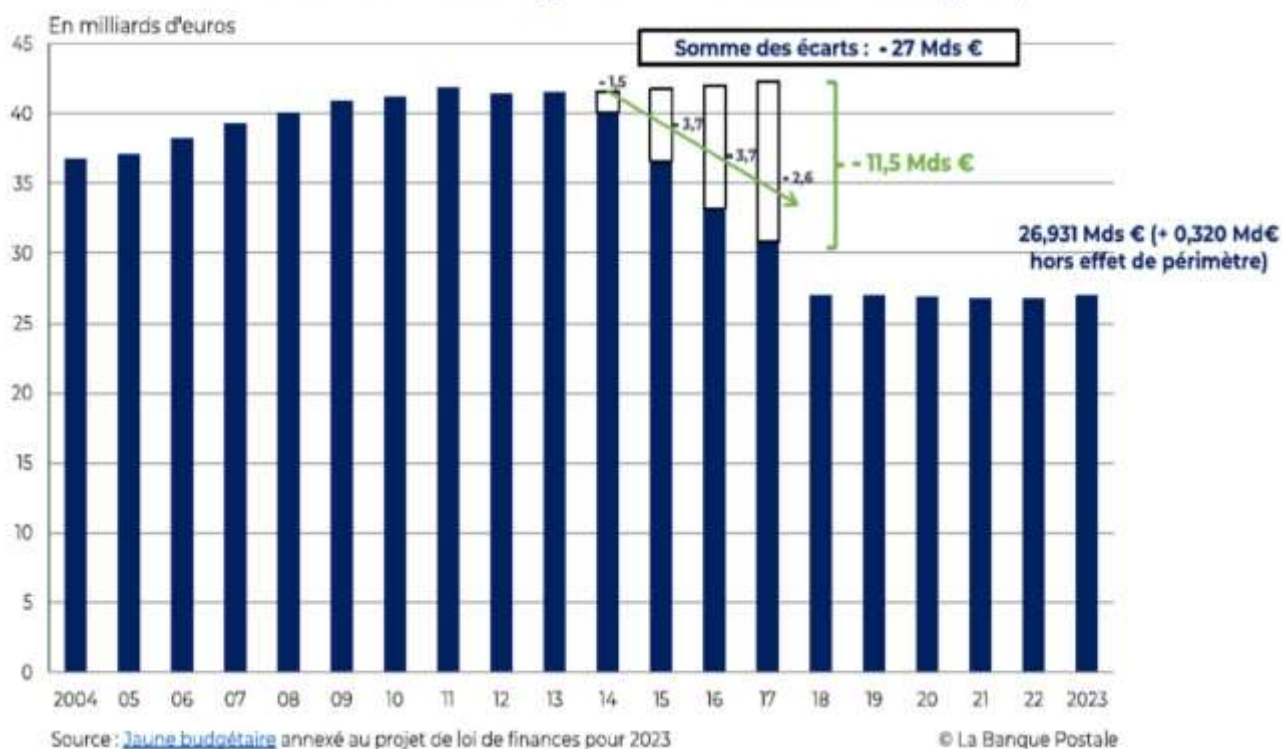
- **Pour les locaux d'habitation : report de 2026 à 2028 de la révision générale de leurs valeurs locatives** (article 106)

Dotations

Evolution de la DGF entre 2004-2023

(DGF totale toutes catég de CT – Art 109 LFI 2023)

Évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)



L'enveloppe globale de DGF aux collectivités territoriales progresse de 320 millions en 2023

RAPPEL Art 194 LFI 2022 : REFONTE DES INDICATEURS FINANCIERS ET FISCAUX

- La LFI 2022 tire les conséquences des réformes fiscales récentes (sup THRP et réduction de -50% des impôts de production)
- Refonte des indicateurs financiers et fiscaux des C.T. en particulier des communes et des EPCI
- Entrée en vigueur progressive sur 2023-2028 de ces indicateurs pour l'attribution des dotations et fonds de péréquation financière
- La portée des ces nouveaux indicateurs est réduite de :
 - 100% en 2022 (pas d'effet donc en 2022)
 - 90% en 2023
 - 80% en 2024
 - 60% en 2025
 - 40% en 2026
 - 20% en 2027
 - 0% en 2028 (donc plein effet des nouveaux indicateurs en 2028)

L'effort fiscal sert à calculer la DSU / DSR et le FPIC

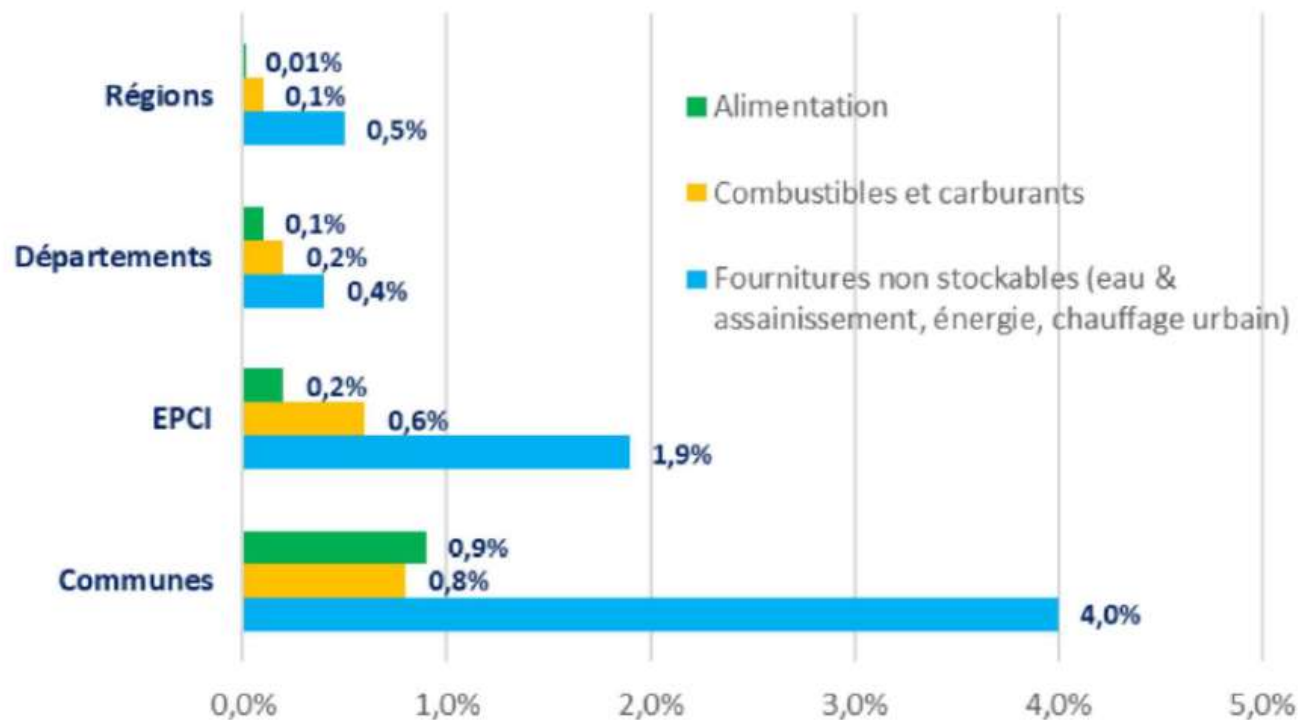
Le potentiel fiscal et financier sert à calculer la DGF (part péréquation), la DSU / DSR, le FPIC et le FSRIF

NB : Le CIF des EPCI n'est pas impacté par cette refonte des indicateurs financiers et fiscaux de péréquation

R1

Dispositions d'atténuation des hausses de charges supportées par les collectivités

Part des dépenses d'alimentation et d'énergie dans les dépenses de fonct. des CL



Source : [Cour des comptes, d'après les données DGFIP](#)

On constate que ce sont les Communes qui sont le plus fortement impactées par les charges subissant une forte inflation

Bouclier Tarifaire (article 181):

Réservé aux petites collectivités :

3 critères d'éligibilité :

- Budget annuel (recettes de fonctionnement) \leq 2 M€
- Effectif \leq 10 agents (10 ETP)
- Puissance souscrite sur les différents sites \leq 36 Kw/h / site

Pour ces collectivités bénéficiaires du bouclier électricité (tarifs réglementés de vente d'électricité), **la hausse se limitera à +15%**

Bercy estime à 30 000 collectivités potentiellement bénéficiaires de ce dispositif

Amortisseur Electricité (article 181) :

Ce dispositif s'applique à **toutes les autres collectivités non éligibles au bouclier électricité** (et aux sites de ces collectivités avec une puissance souscrite de +36 kw/h par site)

Pour les collectivités bénéficiaires de l'amortisseur électricité, le prix HT de fourniture d'électricité pour leurs offres de marché sont réduits pour chaque collectivité concernée et chaque mois par application :

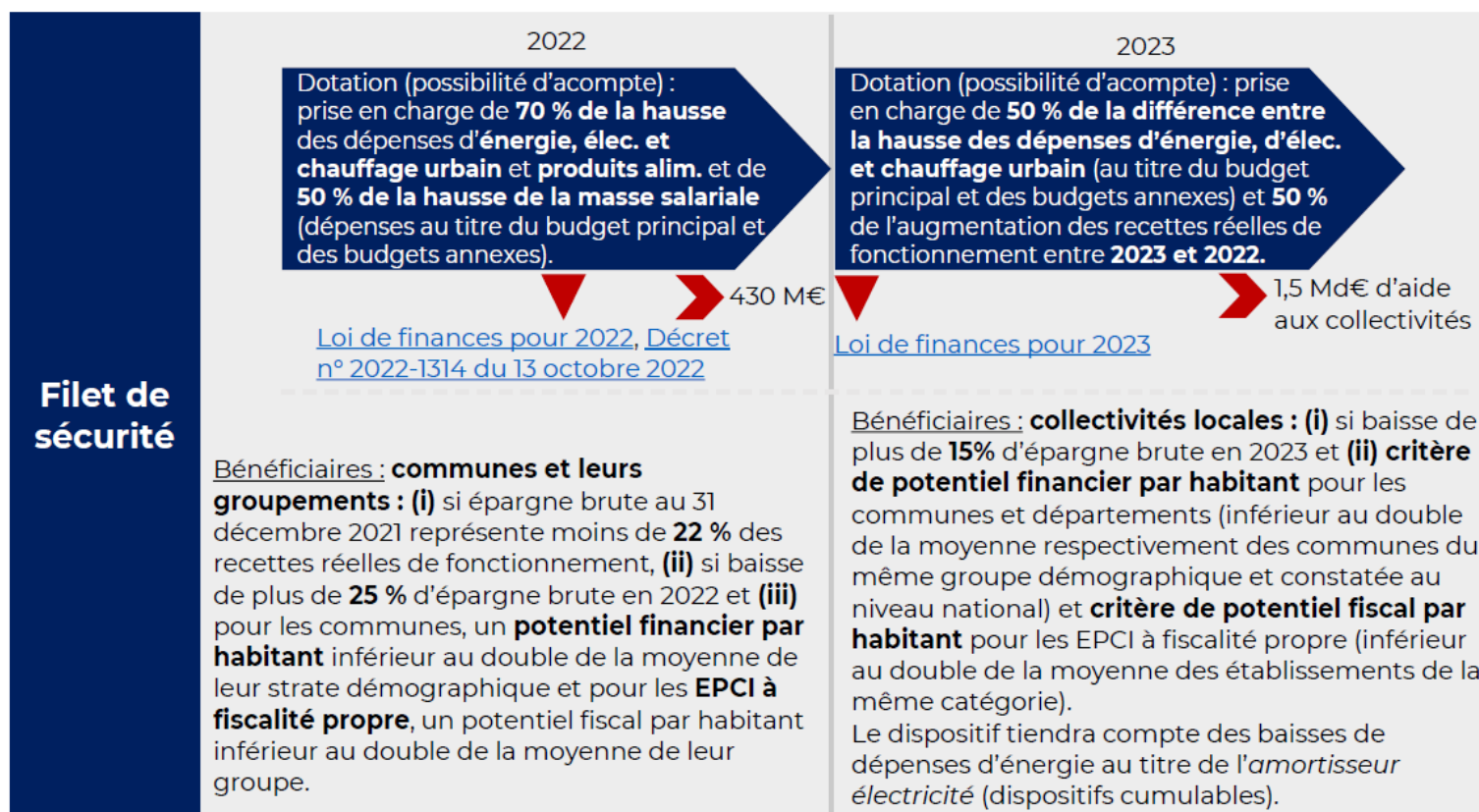
- d'un montant unitaire en €/Mw/h = Prix part variable électricité HT mentionné au contrat – 180 €/Mw/h fixé au décret
Ce montant unitaire de différence est plafonné à 320 €/Mw/h.
L'amortisseur est ainsi plafonné à un prix de marché de 500 €/Mw/h

- à une quotité fixée par décret à 50% des volumes livrés à la collectivité sur le mois considéré dans la limite de 90% de sa consommation historique

Filet sécurité (article 113) :

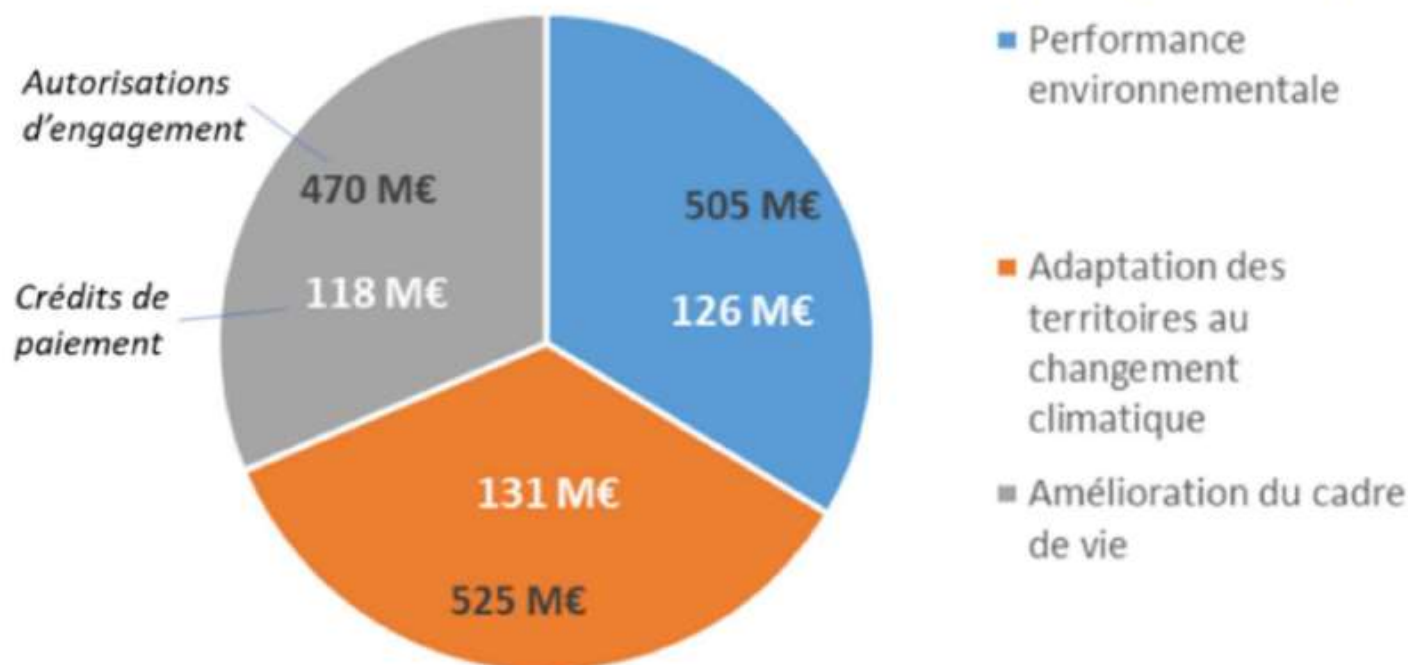
Art. 113 : Filet de sécurité

Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique



Création d'un fonds vert (article 131)

2 Mds € AE 2023 et 500 M€ CP 2023 du FONDS VERT (Programme 380)



Un « fonds vert » en soutien des investissements de transition écologique des collectivités

III - ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023-2026

3.1 Evolution des recettes de fonctionnement

A) La fiscalité

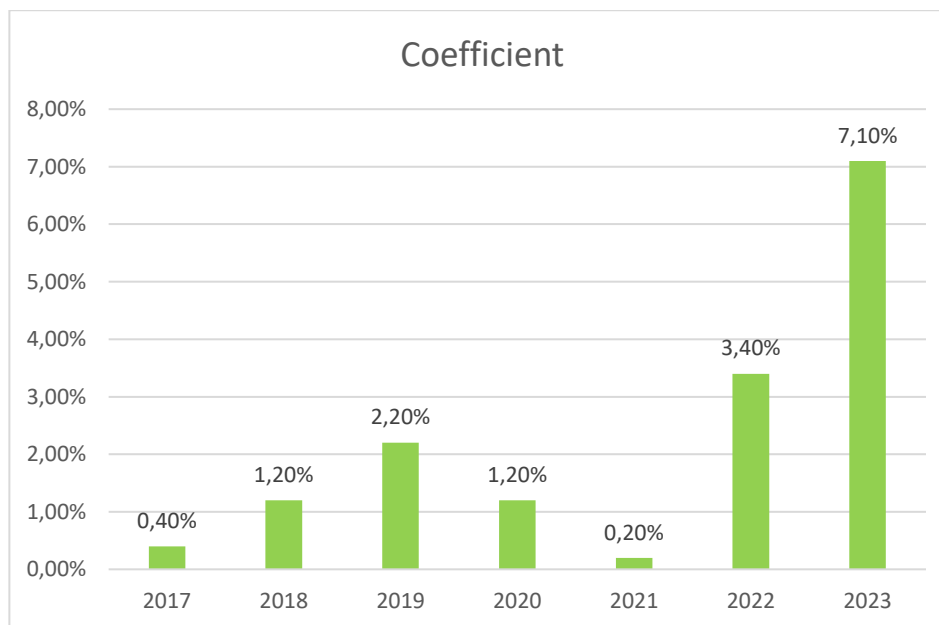
A 1 - La fiscalité des 3 taxes (chapitre 73 des impôts et taxes)

Evolution des bases d'imposition

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation relève d'un calcul de coefficient basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.

Avec la relance économique, **en 2022**, le coefficient de revalorisation forfaitaire se situait à un niveau élevé 1.034 et les bases d'imposition ont donc évolué de **3.40% en 2022** pour la taxe foncière et la taxe d'habitation des résidences secondaires.

Avec l'inflation, le coefficient de revalorisation forfaitaire **pour 2023** se situe à un niveau encore plus élevé de 1.071 et les bases d'imposition évoluent donc de **7.10% en 2023**.



La prospective prévoit l'évolution suivante des bases d'imposition de 2023 à 2026 intégrant d'une part, la revalorisation du coefficient forfaitaire pour les locaux d'habitation et d'autre part, une évolution physique.

Pour 2023, la Ville a reçu la notification de ses bases prévisionnelles et en connaît donc l'évolution par rapport à 2022, cette hausse importante s'explique en grande partie par la revalorisation des bases de 7,10% des locaux d'habitation.

Evolution prévisionnelle des bases d'imposition (en %)				
	2023	2024	2025	2026
Taxe d'Habitation RS	7,10	4,00	2,00	2,00
Foncier Bâti (*)	5,71	3,49	1,56	1,56
Foncier Non Bâti	11,85	3,00	1,00	1,00

(*) A noter que pour la taxe foncière sur le bâti, il existe 3 catégories de locaux :

- les locaux d'habitation représentant plus de 65% du total des bases de foncier bâti de la Ville qui bénéficieront de la revalorisation de 7.10% en 2023.
- les locaux à usage professionnel et commercial dont les bases d'imposition de foncier bâti sont, depuis 2019, revalorisées selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux. Cette revalorisation fait suite à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. Cette catégorie de locaux représente 23.5% des bases totales de taxe foncière de la Ville.
- Les locaux dénommés « établissements industriels » représentant 11.50% des bases de foncier bâti de la Ville, ne sont pas concernés par la réforme des locaux professionnels. La valeur locative de ces établissements est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan.
 Ces établissements industriels bénéficient depuis 2021 d'une réduction de 50% de leur valeur locative et la Ville de Mayenne perd notamment une partie de la dynamique habituelle des bases puisque les valeurs locatives de ces établissements industriels évoluent désormais de la même manière que les locaux professionnels.

Taux de TH, TFB et TFNB

Les taux votés lors du budget primitif de 2022 étaient les suivants :

- Taxe habitation (*seulement pour les résidences secondaires*) : **13.04%**
- Taxe Foncière non bâti : **41.20%**
- Taxe Foncière bâti (*sur seulement 50% des bases des établissements industriels qui représentent 11.5% du total des bases de TFB*) : **39.48%**

Malgré

- **les efforts des services** qui se traduisent par des économies de 421 000 € en fonctionnement dès 2023 (*révision des budgets participatifs, animations, communication, travaux en régie et poursuite de la démarche de sobriété énergétique...*),
- **la recherche d'optimisation des recettes de fonctionnement** avec notamment la perspective d'établir de nouvelles facturations pour des occupations de locaux relevant de compétences intercommunales. A ce titre, une estimation de 100 000 € en 2023 est prévue et avec un objectif qui sera poursuivi de 2024 à 2026,
- **l'examen approfondi du PPI** (Plan Pluriannuel d'investissement) **et les arbitrages réalisés** afin de privilégier les investissements répondant prioritairement à l'objectif de transition énergétique et d'impact à court et moyen terme sur nos dépenses, ramenant le PPI de 24.34 millions à 20 millions,

la prospective élaborée **avec le maintien des taux de 2022** sur la période du mandat de 2023 à 2026 présente des niveaux d'épargnes dégradés :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne brute	2 498 618	1 273 228	798 059	795 739	476 184	553 352
Taux épargne brute	14,48%	7,27%	4,46%	4,36%	2,59%	2,94%
Epargne nette	1 337 821	239 349	-305 926	-226 144	-681 424	-450 533

En effet, **une collectivité saine financièrement doit présenter un taux d'épargne brute supérieur à 8%.**

L'épargne nette qui s'est déjà fortement dégradée en 2022 avec la forte inflation, l'explosion des coûts de l'énergie continue à diminuer plus modérément mais apparaît négative dès 2023.

Une autre prospective également **avec le maintien des taux de 2022** et les mêmes optimisations que la précédente a été élaborée en ajoutant les recettes exceptionnelles liées aux indemnités attendues des assurances suite au sinistre du hall d'exposition de novembre 2019.

A ce stade, le montant des indemnités et l'échéancier de versement ne nous ont pas encore été communiqués. Toutefois, une prévision de 800 000 € en 2023 et 2 000 000 € étalés de 2024 à 2026 a été intégrée dans cette prospective.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne brute	2 498 618	1 273 228	1 598 059	1 489 530	1 196 996	1 295 945
Taux épargne brute	14,48%	7,27%	8,55%	7,88%	6,29%	6,65%
Epargne nette	1 337 821	239 349	494 074	495 052	96 022	374 683

En conséquence, ce scénario présente une situation nettement améliorée par rapport au précédent.

Néanmoins, les aléas liés aux indemnités de l'assurance et la faiblesse du taux d'épargne brute et de l'épargne nette ne permettent pas d'envisager une gestion plus sereine de la collectivité et la réalisation des projets d'investissement que nous avons privilégiés.

Aussi, **il est nécessaire de recourir au levier fiscal en prévoyant une hausse modérée des taux comme suit :**

	Taux 2022	Taux 2023	Hausse	
Taxe Habitation (résidences secondaires)	13,04%	13,43%	0,39 point	3,00%
Taxe Foncier Bâti	39,48%	40,66%	1,18 point	3,00%
Taxe Foncier Non Bâti	41,20%	42,44%	1,24 point	3,00%

A noter que la dernière hausse des taux remonte à 2011 à hauteur de 1%.

COMPARAISON DES 3 TAUX DE FISCALITE AVEC D'AUTRES TERRITOIRES

	Mayenne - 2021 & 2022			Laval - 2021			Château Gontier 2022 & 2023			La Flèche - 2021		
	Ville	Interco	Consolidé	Ville	Interco	Consolidé	Ville	Interco	Consolidé	Ville	Interco	Consolidé
Taxe Habitation (TH)	13,04%	12,11%	25,15%	19,96%	11,50%	31,46%	10,33%	13,61%	23,94%	15,63%	10,13%	25,76%
Taxe Foncier bâti (TFB)	39,48%	0,63%	40,11%	45,77%	0,36%	46,13%	39,26%	4,35%	43,61%	50,09%	0,03%	50,12%
Taxe foncier non bâti (TFNB)	41,20%	4,30%	45,50%	35,96%	3,97%	39,93%	33,65%	9,72%	43,37%	42,17%	1,83%	44,00%

	Fougères - 2021			Vitré - 2021			Sablé - 2022 & 2023			Mayenne - 2023 (si hausse 3 taux de 3%)		
	Ville	Interco	Consolidé	Ville	Interco	Consolidé	Ville	Interco	Consolidé	Ville	Interco	Consolidé
Taxe Habitation (TH)	17,13%	12,12%	29,25%	14,16%	10,72%	24,88%	9,66%	14,19%	23,85%	13,43%	12,11%	25,54%
Taxe Foncier bâti (TFB)	42,54%	1,57%	44,11%	36,14%	1,90%	38,04%	37,71%	8,34%	46,05%	40,66%	0,63%	41,29%
Taxe foncier non bâti (TFNB)	49,18%	5,81%	54,99%	40,89%	2,21%	43,10%	30,84%	15,16%	46,00%	42,44%	4,30%	46,74%

Source : collectivites-locales.gouv.fr (données 2021)

Le taux de taxe sur le foncier bâti consolidé de Mayenne augmenté de 3% (*produit représentant 97% du produit des 3 taxes*) reste largement inférieur à celui des autres territoires à l'exception de Vitré.

Taux moyen communal constaté en 2022 pour le département de la Mayenne : 45.73%

Source Direction Générale des Finances Publiques

Evolution du produit fiscal

ESTIMATION PRODUIT FISCAL DE 2023 A 2026										
	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit 2021 définitif	Produit 2022 définitif	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
Taxe d'Habitation (Résidences principales & secondaires)	2 423 330	2 438 618	2 504 028	2 561 118						
Taxe d'Habitation (Résidences secondaires)					109 379	92 954	102 527	106 628	108 761	110 936
Taxe Foncier Bâti (Part Ville & ex part Département depuis 2021)	3 822 463	3 886 701	3 996 497	4 104 537	6 136 078	6 350 822	6 899 050	7 139 827	7 251 208	7 364 327
Taxe Foncier Non Bâti	53 918	55 842	56 361	55 966	55 559	58 308	67 176	69 191	69 883	70 582
TOTAL PRODUIT NET (après application COCO)	6 299 711	6 381 161	6 556 886	6 721 621	6 301 016	6 502 084	7 068 753	7 315 646	7 429 852	7 545 845
Evolution N / N-1	0,47%	1,29%	2,75%	2,51%	-6,26%	3,19%	8,72%	3,49%	1,56%	1,56%

En 2021, le produit de **taxe foncière sur le bâti** a été d'une part, impacté à la hausse avec la compensation résultant de la perte du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales (*récupération du taux de TFB du Département*), et d'autre part, impacté à la baisse avec la réforme des impôts de production dont bénéficient les établissements industriels depuis 2021 (*réduction de 50% des valeurs locatives de ces établissements*). La perte de ce produit fiscal est compensée sous forme d'allocations compensatrices (cf chapitre 74).

En 2022, le produit global des 3 taxes a progressé de 3.19% grâce notamment à la revalorisation du coefficient de revalorisation forfaitaire de 3.40%.

En 2023, il est prévu une évolution de 8.72% de ce produit global s'expliquant essentiellement par la revalorisation forfaitaire de 7.10% et l'évolution physique des bases d'imposition ainsi que par la hausse proposée des taux d'imposition.

Pour les années suivantes, l'évolution du produit repose sur une revalorisation forfaitaire des bases plus faible en lien avec une probable baisse de l'inflation et un maintien des taux.

A 2 – L’attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes)

L’attribution de compensation de **2022** a été ramenée de 4 555 430 € à **4 276 579 €** avec la prise en compte du transfert de la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021 sur 18 mois et l’extension de la compétence jeunesse au 1^{er} janvier 2022 à Mayenne Communauté.

Pour **2023** et les années suivantes, l’attribution de compensation est prévue provisoirement à hauteur de **4 351 395 €** en revenant à une minoration sur 12 mois pour la compétence mobilités.

A noter qu’à ce stade, cette prévision n’intègre pas l’extension au 1^{er} janvier 2023 de la compétence santé publique liée à la prévention santé qui fera l’objet d’une CLECT afin d’évaluer la nouvelle minoration de l’attribution de compensation.

A 3 – La solidarité reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes)

FPIC (fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales)

Depuis 2016, la Ville perçoit désormais une partie du FPIC destiné au territoire de Mayenne Communauté (MC et ses Communes membres).

Dans la prospective, une répartition selon le droit commun est prévue de 2023 à 2026 à l’identique des années antérieures.

	Répartition de droit commun du FPIC										
								Estimations			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Perception du FPIC	179 817	150 930	159 683	161 344	161 591	170 902	170 175	169 000	169 000	169 000	169 000
Contribution au FPIC	0	27 825	44 699	59 449	66 896	70 898	79 824	85 000	87 000	90 000	90 000
Solde du FPIC	179 817	123 105	114 984	101 895	94 695	100 004	90 351	84 000	82 000	79 000	79 000

Le montant perçu en 2022 de 170 175 € est quasiment reconduit de 2023 à 2026 pour **169 000 €**.

Dotation de solidarité communautaire (DSC)

Le conseil communautaire d'une communauté de communes à fiscalité professionnelle unique peut, de manière facultative, instituer et verser une DSC à ses Communes membres.

Le nouveau pacte financier, fiscal et solidaire a été signé en 2022, entre Mayenne Communauté et les 33 Communes, pour la durée du mandat (2021-2026). Celui-ci prévoit d'allouer une dotation de solidarité communautaire (DSC) chaque année aux Communes.

Une enveloppe annuelle d'un montant plancher de 300 000 € a été fixée, celle-ci est majorée selon le niveau du taux d'épargne brute de Mayenne Communauté constaté l'année N-1. La répartition de l'enveloppe annuelle a été arrêtée avec l'application de 5 critères et une pondération identique pour chacun d'eux.

En 2021 et 2022 avec une enveloppe globale de MC respectivement de 589 800 € et 641 783 €, la Ville a perçu une DSC de 88 551 € en 2021 et 96 836 € en 2022.

Au vu des perspectives de Mayenne Communauté, celle de la Ville est élaborée avec une prévision selon l'enveloppe plancher de 300 000 € soit **45 266 €** chaque année de 2023 à 2026.

A 4 – Les impôts indirects (chapitre 73 des impôts et taxes)

								Estimations			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Droits de place (marchés)	22 450	21 845	24 026	22 419	13 670	1 619	20 158	21 000	21 000	21 000	21 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité	321 236	313 296	303 032	305 073	297 034	305 518	282 140	260 000	260 000	260 000	260 000
Taxe locale sur les emplacements publicitaires (TLPE)	160 749	137 908	88 211	110 839	92 687	111 456	113 996	115 000	115 000	115 000	115 000
Taxe additionnelle sur les droits de mutation	302 011	278 662	270 053	341 070	356 074	396 051	439 694	380 000	380 000	380 000	380 000
Versement mobilités			183 005	570 151	246 402	208 829					
Taxe crémation	52 933	76 291	90 480	90 343	98 099	4 560					
TOTAL	859 379	828 002	958 807	1 439 895	1 103 966	1 028 033	855 988	776 000	776 000	776 000	776 000

S'agissant de **la taxe électricité**, la prospective prévoit la poursuite d'une baisse déjà amorcée en 2022 en raison d'une baisse de la consommation due à la sobriété énergétique et à la flambée des tarifs.

La **taxe additionnelle sur les droits de mutation** a progressé significativement de 2019 à 2022 mais avec la hausse des prix et des taux d'intérêt, une baisse des mutations est anticipée en 2023 et une certaine stabilité par la suite.

Pour rappel, avec le transfert de la compétence mobilités à Mayenne Communauté depuis le 1^{er} juillet 2021, la Ville ne perçoit plus le **versement mobilités**.

La loi de finances pour 2021 a supprimé plusieurs taxes dites de faible rendement dont la **taxe crémation** faisait partie. Depuis 2021, la Ville subit cette perte sans qu'aucune compensation n'ait été prévue par l'Etat.

SYNTHESE PREVISIONS CHAPITRE 73 IMPOTS ET TAXES

	2022	2023	2024	2025	2026
73111 - Impôts directs locaux	6 502 084	7 068 753	7 315 646	7 429 852	7 545 845
7318 - Autres impôts locaux (rôles supplémentaires)	25 996				
73211 - Attribution de compensation	4 276 579	4 351 395	4 351 395	4 351 395	4 351 395
73212 - Dotation de solidarité communautaire	96 836	45 266	45 266	45 266	45 266
73223 - Fonds de péréquation des ressources	170 175	169 000	169 000	169 000	169 000
7336 - Droits de place (marchés)	20 158	21 000	21 000	21 000	21 000
7351 - Taxe sur l'électricité	282 140	260 000	260 000	260 000	260 000
73681 - Emplacements publicitaires (TLPE)	113 996	115 000	115 000	115 000	115 000
7381 - Taxe additionnelle aux droits de mutation	439 694	380 000	380 000	380 000	380 000
73 - TOTAL CHAPITRE IMPOTS ET TAXES	11 927 658	12 410 414	12 657 307	12 771 513	12 887 506
Evolution N / N-1		4,05%	1,99%	0,90%	0,91%

A) Dotations et participations (chapitre 74)

B 1) La dotation forfaitaire (composante principale de la DGF allouée par l'Etat)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montant théorique avant ponctions	2 260 468	2 208 026	2 166 702	2 024 222	1 608 326	1 217 359	954 916	889 986	824 440	765 901
Contribution au redressement des finances publiques (2014 à 2017)			-141 223	-354 025	-356 115	-170 524				
Ecrêtement de 3 % sur la dotation N-1 car PF/hbt >0,75 fois le PF moyen				-60 764	-48 250					
Ecrêtement avec un plafond de 1 % des RRF de N-1 car PF/hbt > 0,75 fois le PF moyen (LF 2017)						-64 474	-45 456	-52 509	-40 613	-45 300
Ponction à cause de la baisse de la population (ou majoration si hausse)				-1 107	13 398	-27 445	-19 474	-13 037	-17 926	701
Montant reçu	2 260 468	2 208 026	2 025 479	1 608 326	1 217 359	954 916	889 986	824 440	765 901	721 302
Baisse annuelle		-52 442	-182 547	-417 153	-390 967	-262 443	-64 930	-65 546	-58 539	-44 599

Comme toutes les collectivités, la Ville a contribué au redressement des finances publiques entre 2014 et 2017, période caractérisée par une amputation de la dotation forfaitaire des Communes.

Même si cette contribution s'est arrêtée depuis 2018, la Ville continue à subir une baisse de sa dotation forfaitaire pour les 2 raisons suivantes :

- Les Communes dont le potentiel fiscal par habitant était supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen jusqu'en 2021 puis 85% à partir de 2022, subissent un **écrêtement**. Depuis 2017, l'écèlement est plafonné à 1% des recettes réelles de fonctionnement retraitées de l'année N-2. (Ecrêtement de 56 860 € en 2022)
- L'**évolution de la population** engendre une diminution ou une hausse de la dotation forfaitaire selon que la population ait baissé ou augmenté.

	2022	2023	2024	2025	2026
Montant théorique avant ponctions	721 302	660 738	635 238	576 238	516 238
Ecrêtement avec un plafond de 1 % des RRF de N-1 car PF/hbt > 0,85 fois le PF moyen (LF 2022)	-56 860	0	-60 000	-62 000	-64 000
"Rabotage" pour financer la majoration de dotation forfaitaire des Communes dont la population augmente (LF 2023)		-25 000			
Ponction à cause de la baisse de la population (ou majoration si hausse)	-3 704	-500	1 000	2 000	2 000
Montant estimé à percevoir	660 738	635 238	576 238	516 238	454 238
Baisse annuelle estimée	-60 564	-25 500	-59 000	-60 000	-62 000

De 2012 à 2022, la Ville de Mayenne a subi 1 599 730 € de ponctions de l'Etat sur sa dotation forfaitaire.

L'écèlement annuel s'est accentué en 2022 en raison d'une nouvelle disposition de la loi de finances pour 2022 : le seuil d'application est passé de 75% à 85% et de ce fait, environ 3 000 Communes ont cessé d'être écelées et en contrepartie, les autres Communes comme Mayenne le sont davantage.

La loi de finances pour 2023 suspend l'écèlement sur la dotation forfaitaire uniquement pour cet exercice.

Cependant, la prospective ci-dessus prévoit la poursuite de la baisse annuelle de la dotation forfaitaire :

- Un « rabotage » devrait être pratiqué en 2023 afin de financer la majoration de dotation forfaitaire dont vont bénéficier les Communes avec une hausse de leur population
- Légère minoration liée à l'évolution de la population attendue en 2023 puis une prévision plus favorable avec une probable hausse de la population avec notamment la création de nouveaux lotissements ou quartiers.
A noter que la population retenue pour le calcul de la dotation forfaitaire s'appuie sur les données de l'INSEE du recensement N-3.

B 2) Les dotations DSU-DSR-DNP (autres composantes de la DGF allouées par l'Etat)

						Estimations			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	141 532	149 460	159 070	167 149	174 484	179 719	185 110	190 663	196 383
Dotation de solidarité rurale (DSR)	261 943	278 354	291 391	307 366	327 947	354 183	382 517	413 119	446 168
Dotation nationale de péréquation (DNP)	8 574	10 289	9 260	8 334	7 501	6 751	6 076	5 468	4 921
TOTAL	412 049	438 103	459 721	482 849	509 932	540 652	573 703	609 250	647 473

La prospective prévoit une évolution de 3%/an de la DSU et de 8% pour la DSR et de – 10%/an pour la DNP

B 3) Les allocations compensatrices versées par l'Etat

						Estimations			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe Habitation (personnes de condition modeste)	264 124	285 918	308 469						
Taxe Foncier Bâti (réduction de 50% des bases de TFB des établissements industriels)				839 661	874 008	904 208	913 250	922 383	931 606
Taxe Foncier Bâti (autres)	5 194	5 454	6 597	10 106	10 786	11 228	11 228	11 228	11 228
Taxe Foncier non bâti	6 667	6 664	6 639	6 616	6 603	6 574	6 574	6 574	6 574
TOTAL	275 985	298 036	321 705	856 383	891 397	922 010	931 052	940 185	949 408

La Ville a reçu la notification des allocations compensatrices à percevoir en 2023.

Avec la **suppression de la taxe d'habitation** sur les résidences principales depuis 2021, le montant des allocations compensatrices de TH perçu en 2020 a été intégré dans le calcul de la compensation accordée à la Ville avec le transfert de la part départementale de taxe sur le foncier.

De nouvelles **allocations compensatrices de taxes foncières** sont perçues depuis 2021 en raison de la réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels qui représentent 11.50% des bases totales de la taxe sur le foncier bâti de la Ville.

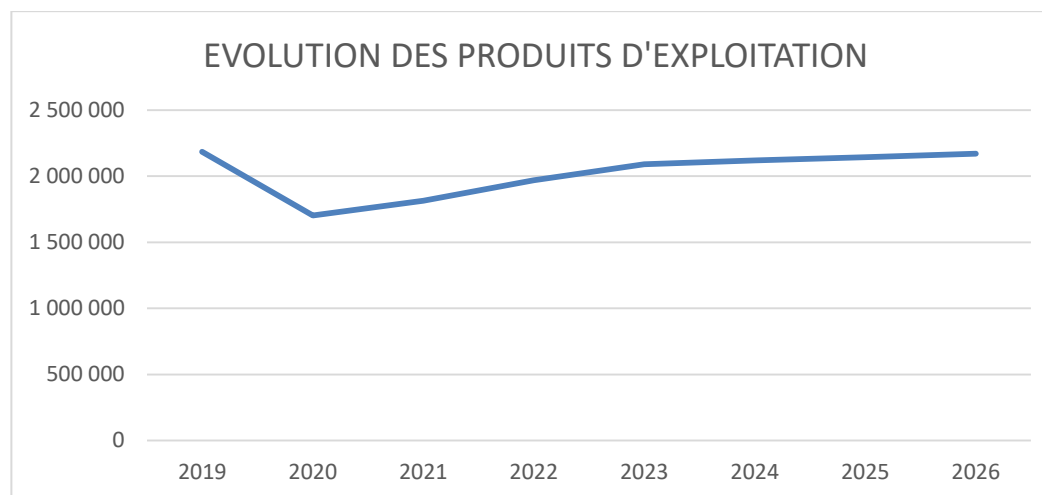
SYNTHESE PREVISIONS CHAPITRE 74 SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

	2022	2023	2024	2025	2026
7411 - Dotation forfaitaire	660 738	635 238	576 238	516 238	454 238
74121 - Dotation de solidarité rurale	327 947	354 183	382 517	413 119	446 168
74123 - Dotation de solidarité urbaine	174 484	179 719	185 110	190 663	196 383
74127 - Dotation nationale de péréquation	7 501	6 751	6 076	5 468	4 921
744 - FCTVA	19 831	20 000	20 000	20 000	20 000
74718 - Autres	43 301	38 400	38 400	38 400	38 400
7473 - Départements	43 760	20 000	20 000	20 000	20 000
74741 - Communes membres du GFP	52 150	45 400	45 400	45 400	45 400
74751 - GFP de rattachement	0	15 000	0	0	0
7478 - Autres organismes	0	67 000	67 670	68 347	69 030
74782 - Participation CAF	633 447	589 280	595 173	601 125	607 136
74783 - Participation MSA	19 146	15 850	16 009	16 169	16 330
74785 - Participation lycées équipements sportifs	79 367	62 000	62 620	63 246	63 879
7482 - Compensation pour perte de taxe additionnelle	1 101				
74834 - État - Compensation au titre des exonérations	891 400	922 010	931 052	940 185	949 408
7484 - Dotation de recensement	2 438	2 500	2 500	2 500	2 500
7485 - Dotation pour les titres sécurisés	18 694	22 000	22 000	22 000	22 000
TOTAL CHAPITRE 74	2 975 305	2 995 331	2 970 764	2 962 859	2 955 793
Evolution N / N-1		0,67%	-0,82%	-0,27%	-0,24%

C) Autres recettes de fonctionnement

C 1) Les Produits d'exploitation (chapitre 70)

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
2 185 151	1 703 612	1 814 284	1 969 934	2 089 600	2 119 627	2 144 428	2 169 553



Les produits d'exploitation ont subi une forte baisse (-22%) **en 2020** avec la crise sanitaire (services fermés ou en activité réduite).

En 2021, ces produits ont de nouveau été impactés par la crise mais de façon moins accentuée qu'en 2020. Par ailleurs, 3 facteurs ont conduit à une diminution de ces recettes :

- impact tarification sociale du restaurant scolaire à compter du 1/4/2021 décidée par le conseil municipal (*perte estimée à 40 000 € en 2021*)
- suppression des taxes inhumation et dispersion par la loi de finances 2021 (taxes dites de faible rendement) (*perte annuelle estimée à 7 000 €*)
- exonération des droits de terrasse toute l'année 2021 à cause de la crise sanitaire (*perte de 10 000 €*).

En 2022, on note l'impact à la baisse de la tarification sociale du restaurant scolaire pour un trimestre supplémentaire et la fin des repas destinés aux réfugiés. A l'inverse, la Ville a facturé des remboursements de frais notamment liés aux carburants plus élevés qu'en 2021.

En 2023, une progression de 6% est prévue **globalement pour ce chapitre** avec une hausse espérée des recettes périscolaires en lien avec le travail de la commission ad hoc.

C 2) Les Produits domaniaux (chapitre 75)

2022	2023	2024	2025	2026
289 687	380 480	488 894	494 672	500 565

En 2023, une baisse de loyers est prévue avec le départ du SYBAMA de la maison Bertrand qui est mise en vente et la perte des loyers dus par le CCAS.

Par ailleurs, un produit de 100 000 € en 2023 et un objectif poursuivi de 2024 à 2026 sont prévus en lien avec une nouvelle facturation qui est envisagée pour des locaux appartenant à la Ville et mis à disposition pour des activités relevant de compétences intercommunales.

3.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

A) Charges à caractère général (chapitre 011)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	4 481 555	3 998 810	4 255 399	4 843 333	4 914 189	5 024 918	5 119 228	5 215 566
Evolution N / N-1		-10,77%	6,42%	13,82%	1,46%	2,25%	1,88%	1,88%

En 2020, on a enregistré une baisse de 10.77 % en raison de la crise sanitaire qui a empêché la réalisation de prestations.

En 2021, ce chapitre a supporté seulement un semestre de transport urbain en raison du transfert de la compétence à Mayenne Communauté au 1/7/2021.

En 2022, on constate une progression de plus de 13% avec la hausse des prix du gaz, de l'électricité, des carburants, des combustibles, des fournitures, de l'alimentation...

Pour 2023, à l'issue de la compilation des demandes de crédits des services, ce chapitre des charges à caractère général faisait apparaître une nouvelle progression de près de 8%.

Comme on l'a déjà évoqué précédemment dans la partie fiscalité, cette hausse n'était pas soutenable financièrement et les efforts des services ont donc contribué à faire des économies à hauteur de 421 000 € limitant ainsi la hausse de 1,46% par rapport à 2022.

Pour les années suivantes, l'évolution est contenue aux alentours de 2%.

B) Charges de personnel (chapitre 012)

L'année 2023 correspond à la sixième année de mise en œuvre de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2018, Mayenne Communauté supporte, dans un premier temps, l'intégralité des charges de personnel.

Chaque mois, selon la convention signée en décembre 2017, Mayenne Communauté appelle le remboursement des charges salariales, en fonction du temps de travail des agents travaillant uniquement pour le compte de la Ville et de celui consacré à la Ville par les agents mutualisés.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
8 026 508	8 147 979	8 476 734	9 157 696	9 361 152	9 548 375	9 739 343	9 934 129
	1,51%	4,03%	8,03%	2,22%	2,00%	2,00%	2,00%

Propos introductif

Le budget ressources humaines 2022 voté au budget primitif était de 8 912 465 € et le réalisé s'est élevé à 9 157 696€, soit un écart de **245 231 €**.

Pour mémoire, il avait été proposé en préparation budgétaire 2022 une inscription budgétaire 9 083 900 €, soit + 171 435 €.

La différence entre le prévisionnel et le réalisé s'explique comme suit :

Éléments conjoncturels

- Réforme des catégories C en janvier **2022** (70 000 €)
- Réforme des catégories B en septembre 2022 (8 200 €)
- Revalorisation de la valeur du point d'indice de 3,5 % à compter de juillet 2022 (estimée à 140 000 € pour 6 mois)
- Triple revalorisation du SMIC en janvier, mai et août 2022
- Versement de la prime gouvernementale d'inflation destinée à compenser l'augmentation du coût des carburants remboursée intégralement ultérieurement (23 000 €)
- Versement de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) pour 4 300 €.

Au-delà des éléments ci-dessus, la progression entre le CA 2021 et le CA 2022 repose sur les éléments suivants :

Éléments structurels pour un montant de 135 400 €

- Frais d'assurance exceptionnels, + 67 300 € par rapport aux prévisions.
- Baisse de 44 000€ des indemnités journalières versées par la CPAM et assurance statutaire.
- Mobilités internes et externes conjuguées aux difficultés de recrutement rendent rapidement caduques les prévisions.
- Recensement : 9 600 €. Pour mémoire, en 2021, il avait été budgétisé mais pas réalisé
- Organisation des élections présidentielles et législatives : 14 500 €

Éléments en lien avec le dialogue social et l'attractivité pour un montant minimal * 108 204 €

- Doublement du nombre de chèques déjeuners et extension aux contractuels indiciaires sur contrat de plus de 6 mois. (+ 84 504 € par rapport à 2021).
- Extension de l'IFSE aux contractuels indiciaires sur contrat de plus de 6 mois (*non chiffré)
- Extension de l'adhésion au CNAS aux contractuels indiciaires sur contrat de plus de 6 mois (4 500 €)
- Progression des effectifs d'apprentis (de 3 à 7 sur 2 exercices) (19 200€)

Glissement vieillesse technicité (autour de 2% annuel) + créations de postes et recrutement sur postes vacants : 190 000 €

DÉPENSES	
Ville de Mayenne	9 361 152 €
<i>Progression avec le BP 2022 (+2%)</i>	<i>203 456 €</i>
<i>Dont impact en année pleine courant 2023 des décisions prises 2022</i>	<i>155 400 €</i>
<i>Dont impact de la revalorisation du point d'indice en année pleine (+ 6 mois)</i>	<i>141 000 €</i>
<i>Dont impact des reports des recrutements réalisés en 2022 en année pleine</i>	<i>14 400 €</i>
<i>Dont impact sur le budget 2023 des décisions arbitrables</i>	<i>101 800 €</i>
<i>Dont postes publiés en attente de recrutement</i>	<i>34 200 €</i>
<i>Dont postes proposés à la création pour 2023</i>	<i>67 600 €</i>

Une décision modificative sera nécessaire si le gouvernement décide de nouvelles mesures telles que la revalorisation du SMIC ou des mesures en faveur du pouvoir d'achat (*reconduction de la Gipa, etc...*) ou une éventuelle réforme liée à la rémunération des agents statutaires (*revalorisation de grille et/ou évolution de la valeur du point d'indice*)

Cette estimation tient compte :

- des postes ouverts et pourvus au 1^{er} janvier 2023 ;
- des avancements d'échelon connus en fonction des grilles applicables à ce jour.
- Continuité de la politique salariale des contractuels (5 agents d'animation périscolaire appelés à être stagiaires en septembre 2023 ;
- Pérennisation de 3 agents contractuels : un magasinier à la régie des bâtiments, un gestionnaire marché public, un gestionnaire GPEEC,
- Remplacement des agents partis ou à partir à la retraite : 2 agents non remplacés.

Focus sur les besoins saisonniers et les remplacements

Accroissement d'activités liées à des événements récurrents (portage des journaux d'information, recensement de la population)	37 000 €
Besoins saisonniers	40 600 €
Dont Courte échelle	14 900 €
Dont Planète Mômes	13 700 €
Dont relations avec le public	4 000 €
Dont Écoles élémentaires	8 000 €
Remplacement des agents	423 700 €
Dont Raisons de santé	204 300 €
Dont Autres absences (congrés payés, formation, temps partiel)	219 400 €

Focus sur l'assurance statutaire

L'offre issue du groupement de commande coordonné par le CDG 53 est estimée à 1,58 % de la masse salariale (contre 2,14 % sur le contrat actuel), ce qui laisse présager d'une dépense d'environ 60 200 € (contre 81 200 € pour l'année 2022).

Focus sur les chèques déjeuners

En 2022, le coût annuel était de 186 534€ soit 84 504€ de plus que pour 2021. Pour 2023, il est prévu 210 700€ (soit une progression attendue de 24 200 € par rapport à 2022).

RECETTES	
TOTAL	570 100 €
Dont GUP (Indemnités journalières, remboursements décharges syndicales, compensation SFT)	66 700 €
Dont Participation des agents aux chèques déjeuner	91 100 €
Dont mise à disposition technicien eau	27 100 €
Dont facturation budget des pompes funèbres	337 000 €
Dont mise à disposition personnel auprès du CCAS	48 200 €

Principaux chantiers RH

Le temps de travail

Conformément à l'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail, la durée du temps de travail des agents employés par la collectivité a été harmonisée à 1.607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022.

Par délibération du 16 décembre 2022, le conseil communautaire a approuvé cette durée de temps de travail et a arrêté des règlements de temps de travail pour les services. Ainsi, la démarche d'élaboration de ce nouveau temps de travail, qui a nécessité 102 heures de concertation avec les organisations syndicales, poursuit deux objectifs stratégiques :

- harmoniser et formaliser les pratiques et procédures en matière d'organisation et de gestion du temps de travail afin de permettre l'équité de traitement entre les agents ;
- donner un cadre et des règles générales communes dans le but d'améliorer les conditions de vie au travail et de favoriser l'émergence d'une culture commune afin de maintenir l'engagement et la motivation des agents au quotidien en donnant du sens au travail.

Mieux identifier les coûts liés aux arrêts de travail liés à la maladie

À des fins de transparence budgétaire et d'analyse, il sera progressivement développé des outils en matière de suivi concernant :

- les agents en congé longue maladie ;
- les agents en congé longue durée ;
- les agents en temps partiel thérapeutique.

Si la collectivité est effectivement couverte par une assurance statutaire, cette garantie ne couvre pas l'intégralité des coûts engendrés du fait de l'application d'une franchise dans certaines situations et le recours régulier à un agent contractuel pour pallier l'absence de l'agent considéré.

Par ailleurs, la collectivité, en tant qu'employeur, se doit d'accompagner mieux encore le retour à l'emploi des agents ayant des contre-indications médicales et d'adapter son organisation en tenant compte des évolutions souhaitées par l'agent en lien avec les besoins de la collectivité.

Dématérialisation des procédures en matière de ressources humaines

Courant 2023, certains services testeront la dématérialisation des plannings et des congés via la solution CIRIL, l'objectif étant d'aboutir début 2025 au déploiement complet pour l'ensemble des services de Mayenne Communauté. Il en sera de même en matière d'entretiens professionnels.

Renégociation de l'accord pluriannuel salarial

L'accord pluriannuel salarial est arrivé à terme et a déjà fait l'objet d'un avenant pour l'année 2022. Il conviendra de rouvrir ce dossier dans le courant de l'exercice dans la mesure où le contexte budgétaire est incertain.

Participation à la prévoyance et à la complémentaire santé

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la couverture prévoyance et définit les montants de référence permettant de déterminer la participation minimale obligatoire des employeurs au financement des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques santé et prévoyance :

- Pour le risque santé, cette participation ne pourra être inférieure à 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit 15 €. L'obligation de participation financière en santé s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2026.
- Pour le risque prévoyance, la participation ne pourra être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 €. L'obligation de participation financière en prévoyance s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2025.

Dans cette optique, il a été décidé de recourir à un cabinet de courtage afin d'accompagner la collectivité dans la définition d'un cahier des charges ayant pour finalité de retenir un opérateur unique dans le cadre d'un contrat de groupe auquel chaque agent aura la possibilité d'adhérer ou non.

La délibération du Conseil communautaire du 23/03/2023 a acté le principe d'une participation pour la prévoyance de 15 à 25 € mensuel à compter du 01/01/2024.

C) Les subventions et autres charges de gestion courante (chapitre 65)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
6518 - Autres	15 846	28 641	19 005	19 765	20 161	20 564
6531 - Indemnités	167 495	170 838	174 000	177 480	181 030	184 650
6532 - Frais de mission	0	1 372	1 500	1 500	1 500	1 500
6533 - Cotisations de retraite	14 200	17 733	18 000	18 000	18 000	18 000
6534 - Cotisations de sécurité sociale	11 594	14 504	19 400	19 400	19 400	19 400
6535 - Formation	0	95	0	0	0	0
6541 - Créances admises en non-valeur	9 555	2 137	5 000	5 000	5 000	5 000
6542 - Créances éteintes	7 280	18 492	20 000	20 000	20 000	20 000
6553 - Service d'incendie	414 212	421 185	440 063	457 666	466 819	476 155
65548 - Autres contributions dont TEM	0	80 911	162 000	168 480	171 850	175 287
657362 - CCAS	520 000	520 000	595 000	620 000	620 000	620 000
65738 - Autres organismes publics	0	25 717	21 300	21 300	21 300	21 300
6574 - Subventions de fonctionnement aux associations	870 343	923 304	1 069 512	1 020 000	1 020 000	1 020 000
65888 - Autres	7 292	7 676	7 500	7 500	7 500	7 500
TOTAL CHAPITRE 65	2 037 817	2 232 604	2 552 280	2 556 091	2 572 559	2 589 356

Contingent SDIS : augmentation significative en 2023 (+ 4.48%) liée à l'inflation puis prévision de 4% en 2024 et 2% en 2025 et 2026.

Autres contributions : A partir de 2023, la pose et la dépose des illuminations de Noël et la maintenance éclairage public ne sont plus imputées au chapitre 011 mais au chapitre 65.

Subvention au CCAS : le montant est porté de 520 000 € à 595 000 € en 2023 vu que les réserves sont épuisées et vu notamment l'application du Ségur de la santé depuis le 1^{er} avril 2022 (complément de traitement indiciaire)

Subventions aux associations : En 2023, nouveau coût supplémentaire pour le contrat association des écoles privées (hausse des charges dont les fluides et moins d'élèves dans le public), subvention à la Région de 50 000 € pour la course cycliste et hausse de la subvention aux Possibles en raison de l'intégration de 2 agents dans l'association.

D) Atténuation de produits (chapitre 014)

FPIC

	Répartition de droit commun du FPIC										
								Estimations			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Perception du FPIC	179 817	150 930	159 683	161 344	161 591	170 902	170 175	169 000	169 000	169 000	169 000
Contribution au FPIC	0	27 825	44 699	59 449	66 896	70 898	79 824	85 000	87 000	90 000	90 000
Solde du FPIC	179 817	123 105	114 984	101 895	94 695	100 004	90 351	84 000	82 000	79 000	79 000

La principale dépense de ce chapitre concerne la **contribution au FPIC** (Fonds de péréquation des ressources intercommunales et Communales). Pour le territoire de Mayenne Communauté, la répartition du FPIC se fait, depuis 2016, selon la procédure de droit commun. En 2016, le territoire de Mayenne Communauté n'était pas contributeur au FPIC donc la Ville de Mayenne ne contribuait pas. Depuis 2017, le territoire est devenu contributeur et la Ville contribue à un niveau qui progresse chaque année (79 824 € en 2022).

Dans ce contexte, une progression est prévue les 2 prochaines années.

Reversement conventionnel de fiscalité à la Commune de Parigné

Depuis la modification en 1983 des limites territoriales entre les Communes de Mayenne et Parigné et donc la cession de plus de 11 ha de la zone industrielle des Perrouins par la Commune de Parigné au profit de la Ville de Mayenne, une convention prévoit le reversement annuel par la Ville à la Commune de Parigné, à durée illimitée de 40% des taxes perçues (en 2023 : prévision de 7 155 €).

Reversement conventionnel de fiscalité à Mayenne Communauté (TFB des ZA)

Conformément au pacte financier, fiscal et solidaire conclu entre MC et les Communes membres, à partir de 2023, la Ville doit reverser à MC une partie de la taxe foncière sur le bâti qu'elle perçoit sur les extensions ou implantations d'entreprises réalisées depuis 2017 et situées dans les ZA.

En 2023, un montant de 12 643 € est dû pour les années 2019 à 2021 puis une estimation de 4 000 € est prévue chaque année de 2024 à 2026.

SYNTHESE PREVISIONS CHAPITRE 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
739113 - Reversements conventionnels de fiscalité	6 560	6 643	6 523	6 687	19 798	11 700	11 934	12 173
7391171 - Dégrèvement de taxe foncière	922	933	937	23	1 000	1 000	1 000	1 000
739223 - Fonds de péréquation des ressources (FPIC)	59 449	66 896	70 898	79 824	85 000	87 000	90 000	90 000
TOTAL chapitre 014	66 931	74 472	78 358	86 534	105 798	99 700	102 934	103 173

E) Intérêts de la dette existante (chapitre 66)

La Ville qui n'avait pas contracté de nouveaux emprunts depuis 2012 a emprunté 900 000 € en 2022.

Pour la dette existante uniquement, le montant des intérêts évolue de la façon suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
66111 - Intérêts de la <u>dette existante</u>	255 302	215 536	174 940	146 807	157 947	132 522	98 365	67 218

3.3 Enseignements de la prospective avec l'évolution des épargnes (avec uniquement la dette existante et donc sans réalisation du PPI)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement courant	17 169 222	17 340 356	18 052 028	18 412 796	18 549 676	19 028 278
Dépenses de fonctionnement courant	14 599 676	16 078 019	16 932 564	17 228 184	17 533 163	17 841 323
Epargne de gestion	2 569 546	1 262 337	1 119 464	1 184 612	1 016 512	1 186 954
Epargne brute	2 498 618	1 273 228	1 808 126	1 767 940	1 634 840	1 827 210
Remboursement courant du capital de la dette existante	1 160 797	1 033 878	1 103 985	941 978	896 358	620 654
Epargne nette	1 337 821	239 349	704 141	825 962	738 482	1 206 556
Taux d'épargne brute : Epargne brute / RRF	14,48	7,27	9,56	9,24	8,48	9,25

L'observation de l'évolution des épargnes avec une hypothèse théorique de non réalisation du PPI, permet d'évaluer l'impact des mesures proposées sur la section de fonctionnement.

Pour rappel, il s'agit de la recherche d'économies par les services, la prévision de nouvelles recettes tarifaires et des indemnités des assurances ainsi que la hausse des taux.

Le **ratio de taux d'épargne brute** représente la part des recettes de fonctionnement que la Ville dégage pour financer la section d'investissement. Ce ratio se situerait à un niveau satisfaisant de 2023 à 2026 étant supérieur au seuil de 8%.

Grâce à la baisse importante du remboursement du capital de la dette existante en 2026, l'**épargne nette** s'améliorerait considérablement.

3.4 Orientations concernant l'investissement

A) Préambule

L'exécution de l'exercice 2022 conduit à disposer **en 2023 d'un excédent de fonctionnement disponible de 997 708 € pour autofinancer les investissements du budget principal de la Ville** (Pour rappel, en 2021 et 2022, l'excédent disponible s'élevait respectivement à 5 309 040 € et 2 672 272 €).

Outre cet excédent de fonctionnement disponible, l'autofinancement sera constitué des recettes suivantes :

- l'épargne nette annuelle
- les subventions d'équipement,
- le FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) perçu sur les investissements réalisés l'année antérieure (taux de 16.404% s'appliquant sur le montant TTC des dépenses éligibles)
- la taxe d'aménagement
- les amendes de police
- le produit de cessions

A noter que la prospective prévoit chaque année de conserver un fonds de roulement de 200 000 €.

B) Scénario d'investissement élaboré selon un projet de PPI de 2023 à 2026

Ce projet de PPI a pour objectif de recenser les projets issus du programme politique déjà engagés et les projets en cours de réflexion.

Au regard des résultats financiers de 2023 et de l'évolution du contexte national et international, celui-ci fera l'objet d'arbitrages également en fonction de nos capacités financières et capacités humaines de nos services mutualisés.

	2022	2023	2024	2025	2026	Total	
ADMINISTRATION GENERALE							
Investissement	1 012 985	939 958	332 000	332 000	357 785	2 974 728	
Subvention	259 612	203 892	0	0	0	463 504	
Reversement de 75% de la TA à MC							
Investissement	-	57 759	12 000	12 000	13 241	95 000	
Subvention	-	-	-	-	-		
	-	-	-	-	-		
Budget Démocratie participative							
Investissement	-	46 615	0		0	46 615	
Subvention	-	-	-	-	-	0	
	-	-	-	-	-	0	
Participation Meduane Habitat / Projet Providence							
Investissement	-	-	-	0	25 000	25 000	
Subvention	-	-	-	-	-	0	
	-	-	-	-	-	0	
Cimetière							
Investissement	100 851	4 277	-	-	-	105 128	
Subvention	-	-	-	-	-	0	
	-	-	-	-	-	0	
Hôtel de ville et de communauté							
Investissement	-	-	-	-	-	-	
Subvention	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	
Informatique							
Investissement	148 772	191 731	70 000	70 000	70 497	551 000	
Subvention	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	
Autre réalisé 2022 & autres crédits reportés de 2022							
Investissement	454 517	243 589	-	-	-	698 106	
Subvention	259 612	203 892	-	-	-	463 504	
	-	-	-	-	-	0	

Envoyé en préfecture le 31/03/2023

Reçu en préfecture le 31/03/2023

Publié le

S²LO

ID : 053-215301474-20230330-CM30032023_02-DE

Matériels fonctionnements services						
Investissement	100 953	100 000	100 000	100 000	99 047	500 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Véhicules						
Investissement	207 892	295 987	150 000	150 000	150 000	953 879
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
AMENAGEMENT						
Investissement	197 168	425 140	-	300 000	-	922 308
Subvention	136 666	-	-	114 926	-	251 592
Requalification quartier Pommier (en parallèle de l'école Curie)						
Investissement	-	60 000		300 000	-	360 000
Subvention	-	-	-	114 926	-	114 926
	-	-	-	-	-	-
SOLDE TRX AMENAGEMENT 2022 dont Prieuré Berne & Bd A France						
Investissement	197 168	365 140	-	-	-	562 308
Subvention	136 666		-	-	-	136 666
	-	-	-	-	-	
ANIMATIONS VILLE	-					
Investissement	-	20 000		20 000		40 000
Subvention	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
Animations ville						
Investissement	-	10 000	-	20 000	-	30 000
Subvention	-	-	-	-	-	-

EQUIPEMENTS SPORTIFS						
Investissement	1 004 643	448 232	-	-	-	1 452 875
Subvention	411 333	191 183	-	-	-	602 516
	-	-	-	-	-	
Rénovation salle Robert Buron						
Investissement	700 907	130 368	-	-	-	831 275
Subvention	276 333	129 083	-	-	-	405 416
	-	-	-	-	-	
Terrain synthétique (achèvement)						
Investissement	228 442	-	-	-	-	228 442
Subvention	135 000	62 100	-	-	-	197 100
	-	-	-	-	-	
Rénovation du boulodrome						
Investissement	75 294	317 864	-	-	-	393 158
Subvention		0	-	-	-	0
	-	-	-	-	-	
Construction couloir athlétisme						
Investissement	-					
Subvention						
Construction hall de tennis et salle de combat						
Investissement						
Subvention						
PATRIMOINE BATI						
Investissement	850 484	2 135 767	4 033 287	2 909 638	705 000	10 634 176
Subvention	10 665	528 000	872 028	1 300 000	150 000	2 860 693
Accessibilité bâtiments communaux						
Investissement	-	0	50 000	50 000	50 000	150 000
Subvention	-	-	-	-	-	-

	-	-	-	-	-	-
Rénovation centre technique municipal						
Investissement	-	0	0			0
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Basilique et église						
Investissement	13 446	23 267	213 287	-	-	250 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Rénovation énergétique & ventilation école Angellerie						
Investissement	-	-	0	455 000	455 000	910 000
Subvention	-	-	-		150 000	150 000
	-	-	-	-	-	-
Rénovation Ecole P et M Curie						
Investissement	108 907	230 000	3 500 000	2 109 093	-	5 948 000
Subvention	4 357		872 028	1 300 000	-	2 176 385
	-	-	-	-	-	-
Rénovation école Jules Ferry						
Investissement	-	50 000	-	-	-	50 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Locaux DDT						
Investissement	527 262	1 101 500	0	0	-	1 628 762
Subvention		500 000	0	0	-	500 000
	-	-	-	-	-	-
Logement parc privé ville						
Investissement	96 445	93 000	70 000	95 545	-	354 990
Subvention	-	-	-	-	-	-
Travaux gros entretien annuel (bâtiment)						
Investissement	92 602	400 000	200 000	200 000	200 000	1 092 602
Subvention	-	28 000	-	-	-	28 000

Mise en sécurité de la tribune du stade						
Investissement	-	238 000	-	-	-	238 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Théâtre						
Investissement	11 822	-	-	-	-	11 822
Subvention	6 308	-	-	-	-	6 308
	-	-	-	-	-	-
STRATEGIE URBAINE						
Investissement	1 273 570	2 551 181	2 082 635	1 775 118	636 568	8 319 072
Subvention		142 500	300 000	499 000	-	941 500
Acquisitions foncières						
Investissement	10 324	9 000	30 000	30 000	676	80 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Aide aux façades						
Investissement	27 951	42 409	20 000	20 000	19 640	130 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Rénovation des sols aire de jeux + acquisition aire de jeux						
Investissement	-	0	20 000	20 000	20 000	60 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Cour végétalisée						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Programme de démolition						
Investissement	-	-	85 000	-	-	85 000

Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Eaux Pluviales						
Investissement	85 880	294 507	90 000	90 000	90 000	650 387
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
ECLAIRAGE PUBLIC						
Investissement	474 727	1 900 157	1 352 635	0	-	3 727 519
Subvention	-	142 500	300 000	-	-	442 500
	-	-	-	-	-	-
Effacement réseaux électriques						
Investissement	-	0	100 000	100 000	100 000	300 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Etude Roullois						
Investissement	301 096	16 860	-	-	-	317 956
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Mobilier urbain						
Investissement	28 092	20 000	35 000	35 000	35 000	153 092
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Mobilité scolaire						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Petite ville de demain						
Investissement	-	50 000	150 000	150 000	170 000	520 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
PUMP TRACK						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-

Prog pluri annuel rénovation voirie						
Investissement	345 500	218 248	200 000	200 000	201 252	1 165 000
Subvention	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-
Renovation Viaduc						
Investissement	-	0	-	1 130 118	-	1 130 118
Subvention	-	0	0	499 000	-	499 000
	-	-	-	-	-	-
TOTAL INVESTISSEMENT 2022 à 2026	4 338 850	6 520 278	6 447 922	5 336 756	1 699 353	24 343 159
TOTAL SUBVENTIONS 2022 à 2026	818 276	1 065 575	1 172 028	1 913 926	150 000	5 119 805
TOTAL INVESTISSEMENT 2023 à 2026		6 520 278	6 447 922	5 336 756	1 699 353	20 004 309
TOTAL SUBVENTIONS 2023 à 2026		1 065 575	1 172 028	1 913 926	150 000	4 301 529

A noter que la rubrique « subventions » intègre le **fonds de concours « classique » de Mayenne Communauté** calculé sur une enveloppe globale de 3 000 000 € et répartie entre les 33 Communes selon la population soit **1 070 915 €** revenant à la Ville.

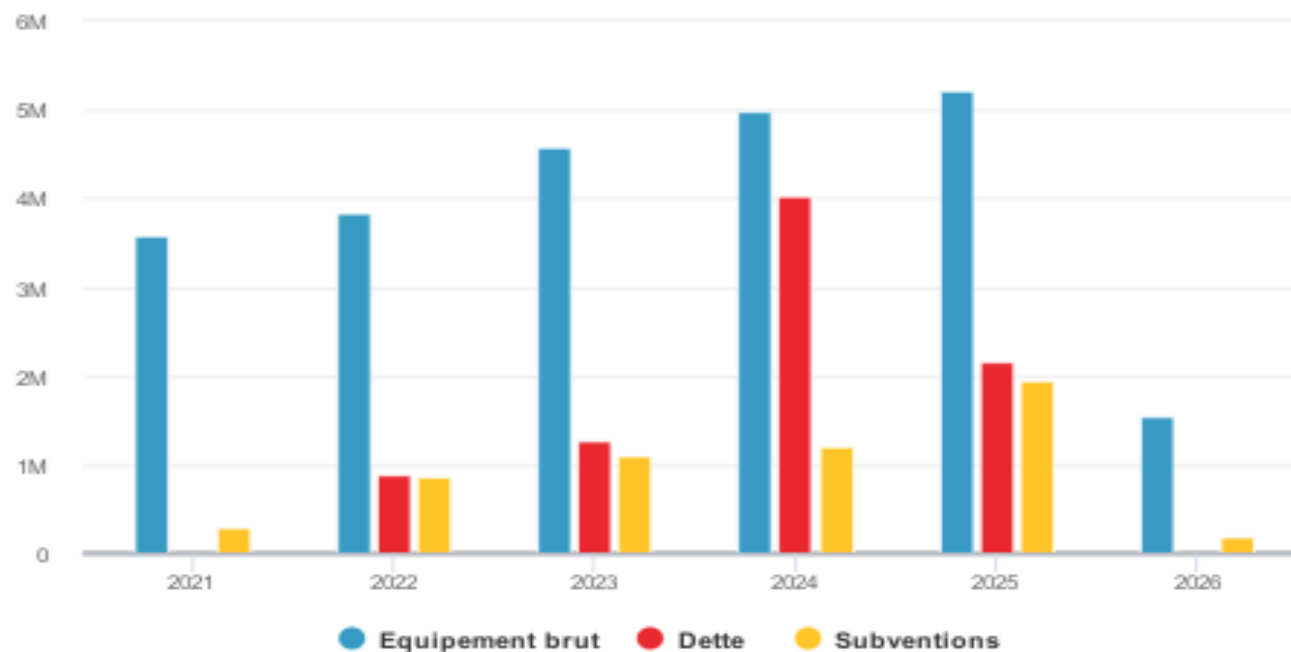
Celui-ci est, à ce stade, réparti sur l'opération rénovation énergétique et restructuration de l'école Pierre et Marie Curie pour 955 989 € et l'opération requalification du Pommier pour 114 926 €.

Si nous devons réaliser la totalité de ce PPI de 20 millions selon l'échéancier présenté, outre les recettes propres de la Ville et les subventions, il serait alors nécessaire de réaliser les emprunts suivants :

- en 2023 : 1.28 million
- en 2024 : 4.02 millions
- en 2025 : 2.16 millions

soit un total de 7.46 millions

Financement du PPI



Comment se situe la Ville de Mayenne en termes de dépenses d'équipement brut / habitant par rapport au ratio national :

		Ratios Ville de Mayenne							
	Ratio national	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'équipement brut / population	297	161	78	277	296	332	361	378	113

C) Evolution des épargnes (avec la réalisation du PPI et dettes existante et future)

Il convient de présenter la faisabilité de ce projet de PPI de 20 millions qui nécessiterait d'emprunter globalement 7.46 millions dans l'hypothèse où l'ensemble des opérations devrait être exécuté et selon l'échéancier présenté.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement courant	17 169 222	17 340 356	18 052 028	18 412 796	18 549 676	19 028 278
Dépenses de fonctionnement courant	14 599 676	16 078 019	16 932 564	17 228 184	17 533 163	17 841 323
Epargne de gestion	2 569 546	1 262 337	1 119 464	1 184 612	1 016 512	1 186 954
Epargne brute	2 498 618	1 273 228	1 808 126	1 723 099	1 450 659	1 574 035
Remboursement courant du capital de la dette	1 160 797	1 033 878	1 103 985	987 282	1 085 627	892 946
Epargne nette	1 337 821	239 349	704 141	735 817	365 033	681 089
Taux d'épargne brute : Epargne brute / RRF	14,48	7,27	9,56	9,00	7,53	7,97

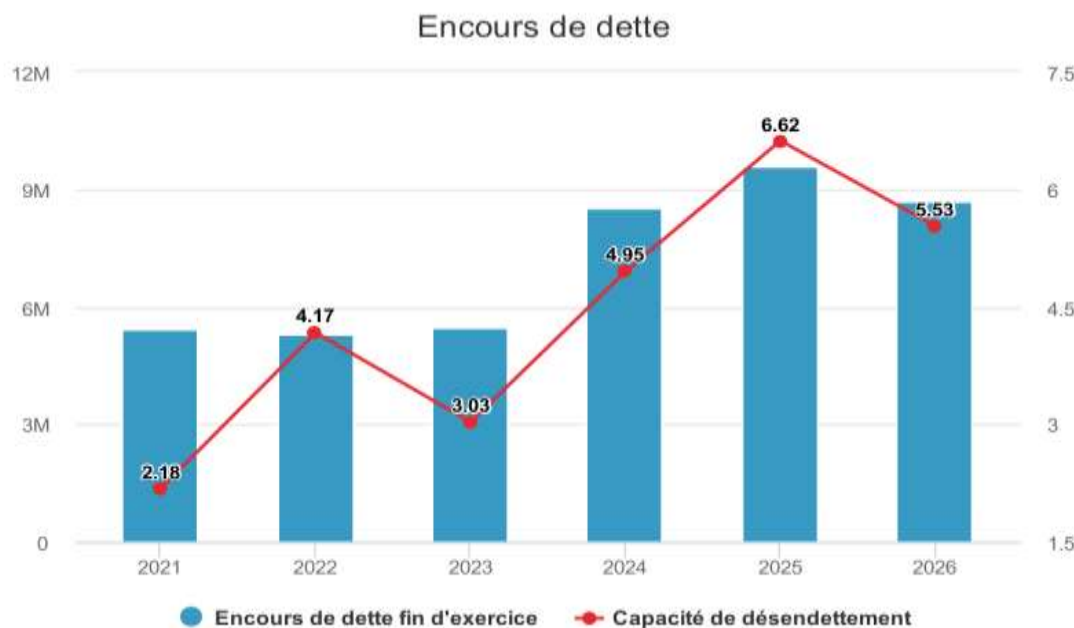
Sachant qu'il est recommandé de disposer d'un **taux d'épargne brute** d'au moins 8%, ce scénario présente une situation correcte en 2023 et 2024.

Le niveau des épargnes des années suivantes appelle à la vigilance et justifie les différentes optimisations proposées dans ce ROB :

- En fonctionnement : actions sur la baisse des dépenses avec la recherche d'économies,
- En fonctionnement : actions sur la progression des recettes avec de nouvelles recettes tarifaires et la hausse modérée des taux,
- En investissement avec des arbitrages sur les projets du PPI.

3.5 Endettement du budget principal

Evolution de l'encours de dette (existante et future) et de la capacité de désendettement



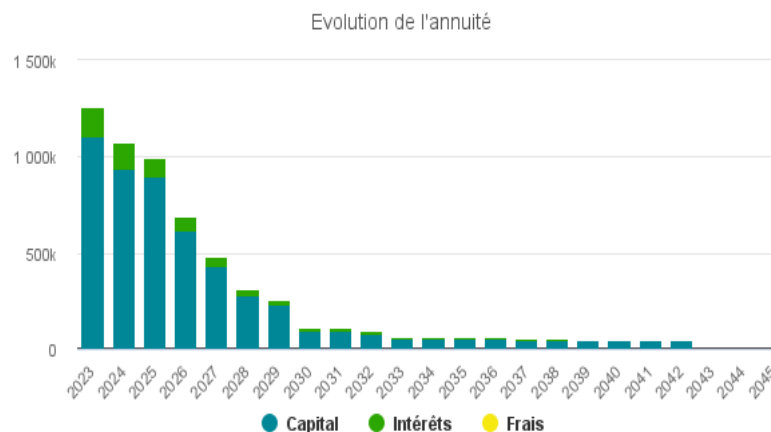
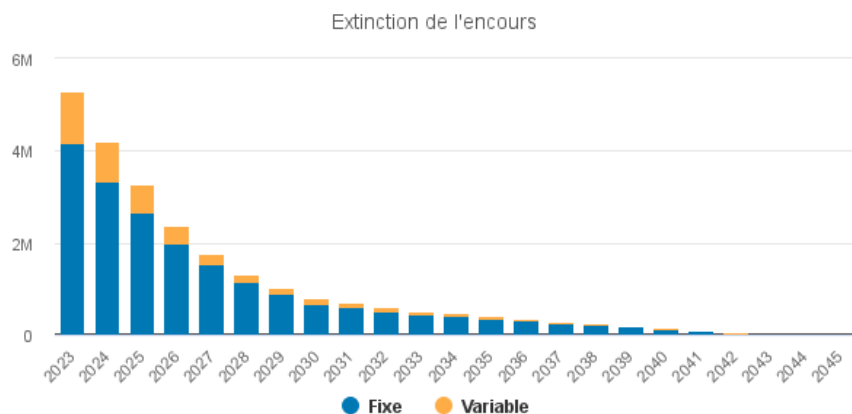
La **capacité de désendettement**, avec le niveau le plus élevé de 6,62 ans en 2025, demeure satisfaisante sur toute la période puisqu'on considère que la situation devient préoccupante à partir d'un ratio de 12 ans.

Ce ratio signifie qu'il aurait fallu, en 2022, 4 ans et 2 mois à la Ville pour rembourser son encours de dette si elle avait affecté l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

	Ratio national	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours de dette par habitant	829	394	385	398	618	696	632

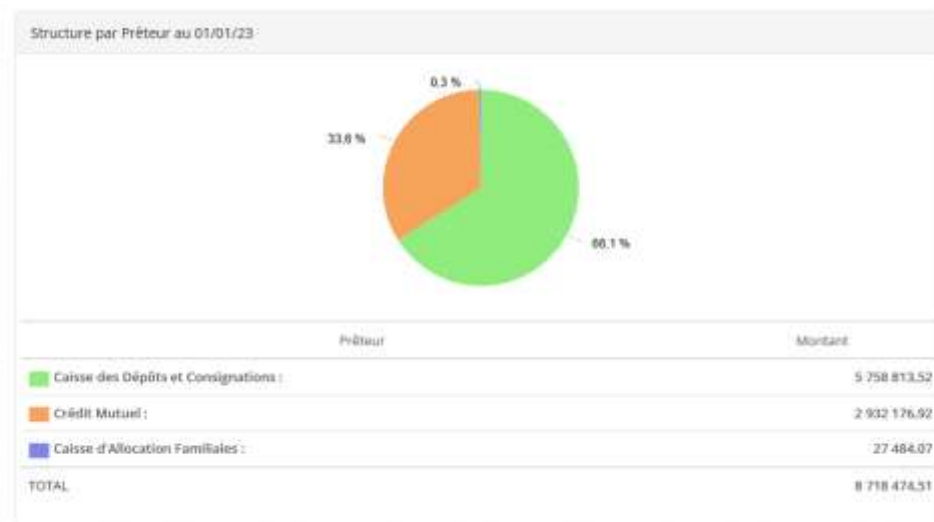
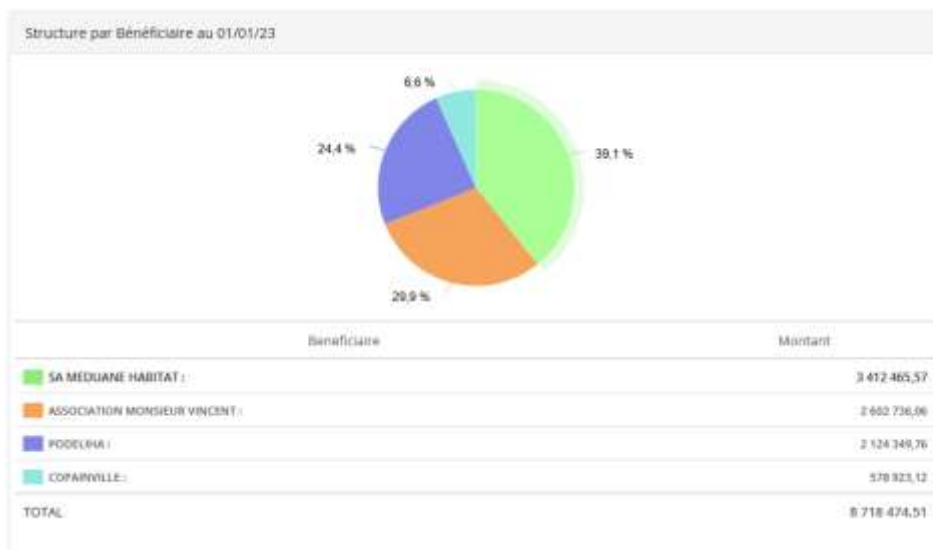
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2023 à 2026
Dépenses réelles d'investissement	4 181 511	4 580 998	6 520 278	6 447 922	5 336 756	1 699 353	20 004 309
Recettes réelles d'investissement	362 483	1 494 058	2 152 858	1 837 136	2 920 393	1 121 440	8 031 828
Emprunts nouveaux	0	900 000	1 281 175	4 026 440	2 160 532	0	7 468 146
Dette au 31 12	5 436 712	5 304 143	5 482 606	8 523 037	9 599 215	8 707 542	
Capacité de désendettement	2,18	4,17	3,03	4,95	6,62	5,53	

Dans la prospective, le recours à de nouveaux emprunts impacte de façon modérée le ratio de désendettement grâce à l'extinction rapide de la dette existante comme le montrent les graphiques suivants :



A noter que selon le rythme de la réalisation des investissements du PPI et le volume des subventions allouées et la date de leur perception, le recours à l'emprunt et son montant seront adaptés dans le temps.

3.6 Dette garantie de la Ville



Caractéristiques de la dette au 01/01/2023

Encours	8 718 474,51	Nombre d'emprunts *	31	Taux actuariel *	3,40 %
Taux moyen de l'exercice	3,06 %	Versements dans l'exercice	0,00	* tirages futurs compris	

Charges Financières en 2023

Annuité	511 014,45	Amortissement	317 427,47	Intérêts Emprunts	193 586,98
Remboursement anticipé avec flux	0,00	Remboursement anticipé sans flux	0,00	ICNE	126 165,35
Intérêts lignes et billets de trésorerie					

3.7 Rapport d'orientations des budgets annexes de la Ville

A - Budget annexe Eau et Assainissement

Eléments à retenir au titre du budget 2023 :

- ✓ une reprise de résultat de fonctionnement excédentaire 2022 moins favorable à celle reprise au budget précédent (-140 582 €) mais une reprise de résultat d'investissement excédentaire améliorée (+ 45 780 €),
- ✓ une dépense et une recette ponctuelles, propres à l'exercice 2023 liées à la 3^{ème} campagne de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans les eaux (dépense de 26 775 € / recette de 21 421 €),
- ✓ Une dépense nouvelle de 500 € annuels pour la contribution au syndicat d'eau du Nord Mayenne dans le cadre de sa démarche de gestion et de préservation de la ressource en eau liée au Plan de Gestion de la sécurité sanitaire de l'Eau (PGSSE),
- ✓ un produit issu des surtaxes ajusté au réalisé 2022 sans révision tarifaire au stade du budget primitif. A noter qu'une réflexion est engagée sur la révision de la part collectivité et notamment la suppression de la dégressivité pour la tranche gros consommateur.
- ✓ un autofinancement dégagé par la section de fonctionnement de 573 490 € moins élevé que l'autofinancement dégagé au budget 2022 (715 128 €),
- ✓ un programme de travaux 2023 de 1 177 812 € dont 513 600 € au titre de la réhabilitation du réservoir d'eau potable de Hoche.
- ✓ Un volume budgétaire deux sections confondues de 3 179 500 € en 2023 quasi similaire à 2022 (3 175 734 € en 2022)

B - Budget annexe des Pompes Funèbres

Éléments à retenir au titre du budget 2023 :

- ✓ Des reprises d'excédents antérieurs favorables, de niveaux supérieurs à ceux repris au budget précédent,
- ✓ Des recettes d'exploitation issues de la facturation des prestations en progression (+17%) en raison de l'augmentation de l'activité du service constatée en 2022,
- ✓ Des tarifs 2023 stables,
- ✓ Des dépenses d'exploitation en progression de 7% sous les effets cumulés : de l'inflation (fluides), des clauses de révision de nos contrats, de la hausse des taux d'intérêts),
- ✓ Un budget en progression de 21% toute section confondue (fonctionnement et investissement),
- ✓ Un autofinancement dégagé par la section de fonctionnement 2023 augmenté de 147 450 € par comparaison à celui dégagé au BP 2022.

C - Budget annexe du crématorium

Éléments à retenir au titre du budget 2023 :

- ✓ Des reprises d'excédents antérieurs favorables, de niveaux supérieurs à ceux repris au budget précédent,
- ✓ Des recettes d'exploitation issues de la facturation des prestations en progression (+20%) avec une inscription conforme au réalisé 2022 en référence avec l'activité du service constatée,
- ✓ Des tarifs 2023 stables,
- ✓ Des dépenses d'exploitation en progression de 12% sous les effets cumulés : de l'inflation (fluides), des clauses de révision de nos contrats, de la hausse des taux d'intérêts (prêt indexé sur Euribor),
- ✓ Un budget en progression de 14% toute section confondue (fonctionnement et investissement),
- ✓ Un autofinancement dégagé par la section de fonctionnement augmenté de 243 496 € par comparaison à celui dégagé au BP 2022.

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
 Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
 M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
 Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
 M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
 M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
 Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
 Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

3 - Finances – Dette garantie SA Méduane Habitat – Réaménagement de 3 lignes de prêts garantis – Réitération

M. TALOIS expose :

La SA d'HLM Méduane Habitat nous sollicite pour réitérer la garantie bancaire de la Ville sur 3 contrats de prêts suite à un réaménagement opéré par la Caisse des dépôts et consignations en date du 01/01/2023 dans le but de contenir l'impact de la variation à la hausse du livret A.

Les 3 prêts concernés relèvent de garanties accordées à une quotité de 100% par délibérations n°18 du 28 février 2019 (lignes de prêts 5283274 et 5283275) et n°3 en date du 2 février 2017 (ligne de prêt 5174829) pour un montant total de capitaux restants dus de 1 897 211 €.

N° Contrat initial	N° Avenant	Ligne de prêt	Montants réaménagés hors stocks d'intérêts	Montant initial	Date prochaine échéance	Taux d'intérêt actuariel annuel en %
92637	143458	5283274	120 560 ,92 €	123 026 €	01/03/2023	LA + 0,600
92637	143458	5283275	19 128,56 €	19 422 €	01/03/2023	LA + 0,600
59316	143458	5174829	1 757 521,52 €	1 996 965 €	01/01/2024	LA + 0,600
Total capitaux restant dus			1 897 211 €	2 139 413 €		

L'aménagement consiste à basculer les contrats de prêts indexés sur le taux de Livret A initialement souscrits en simple révisabilité vers des conditions en double révisabilité avec un taux de progression de +0,5.

Il est proposé de s'engager comme suit :

Vu les articles L 2252-1 et L2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du code civil ;

La commune de Mayenne réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes du Prêt Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 30/12/2022 est de 2,00% ;

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Le Conseil réitère sa garantie bancaire accordée selon les conditions sus visées sur 3 lignes de prêts de la SA Méduane Habitat réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations et annexées à la présente délibération.

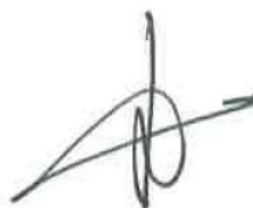
Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, réitère sa garantie bancaire auprès de Meduane Habitat.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

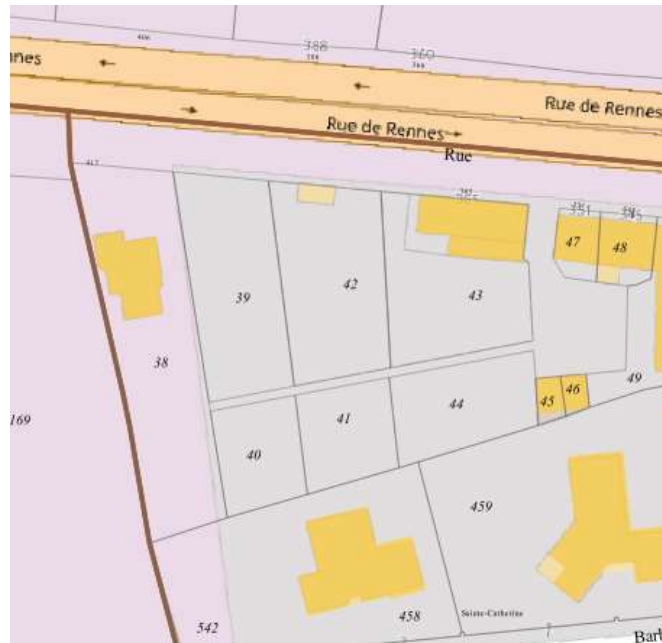
Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

4 - Foncier – Vente d'une portion de terrain à M. Gérard Brodin**M. MARIOTON expose :**

Nous avons reçu, en avril 2022, un courrier de M. et Mme Gérard BRODIN sollicitant l'acquisition d'une bande de terrain située entre les parcelles BO 39 et 40, qui constitue une portion d'un chemin qui dessert l'arrière de parcelles de Ste Catherine- Rue de Rennes à Mayenne.



Rien ne semblant s'opposer à la cession de cet espace puisque cela n'ampute pas la desserte des autres parcelles contiguës, nous avons informés les riverains de notre intention, ils n'ont émis aucun retour négatif. Nous avons reçu une estimation domaniale à hauteur de 50 € le m². Cependant, par comparaison à la vente faite aux consorts Robinet, nous avons fait la proposition d'un prix de cession à 34 € par m². Nous venons de recevoir le bornage établi par Kaligeo qui définit la surface à céder à 15m² ce qui représente un prix de vente à 510 €.

Dans le cas présent et malgré qu'il s'agisse d'une parcelle du domaine public, nous échappons à la nécessité de recourir à une enquête publique qui repose sur deux critères d'appréciation :

- si les classements, mais surtout les déclassements, ont pour conséquence la non affectation, partielle ou totale, de la voie à la circulation générale ;
- lorsque les droits d'accès des riverains sont mis en cause (suppression, restriction d'accès par exemple).

En l'espèce et au vu de ce qui est précisé ci-dessus aucune circulation n'est modifiée sur cet espace et les riverains ne sont pas lésés.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- valide la cession de ces 15 m² résultant du bornage à M et Mme BRODIN Gérard au prix de 34 € le m² soit 510 €
- met à la charge des acheteurs les frais de bornage et d'établissement de l'acte par Me Pilleux
- autorise M. le Maire à signer l'acte de vente et à procéder aux démarches nécessaires à la gestion de ce dossier.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
 Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
 M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
 Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
 M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
 M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
 Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
 Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

5 - FONCIER – Rétrocession dans le domaine communal des voirie et espaces communs de la résidence Leny Escudero et classement dans le domaine public de l'impasse du Coq Rouge

M. MARIOTON expose :

A l'issue d'un appel à projets, et par délibération en date du 27 février 2014, la Ville de Mayenne a confié à Méduane Habitat, en sa qualité de bailleur social et au vu de son expérience, la construction de logements et l'aménagement d'une éco-lotissement sur l'esplanade François Mitterrand.
 L'emprise foncière correspondante a été cédée à Méduane Habitat gracieusement conformément à la délibération en date du 18 décembre 2014.

Au conseil municipal du 22 février 2018, a été validée une convention de partenariat et de financement et un financement de 400 000 € a été versé à Méduane pour la réalisation des aménagements extérieurs. Dans cette convention, il était convenu qu'une partie du foncier serait rétrocédé à la commune en fin d'opération faisant suite au parfait achèvement des aménagements publics.

Les documents cadastraux établis par Kaligéo ont été adressés à la collectivité début 2019 mais la délibération de rétrocession n'a pas été prise. Il convient donc de régulariser cette rétrocession. La portion à rétrocéder à la ville représente une surface de 9391 m² extraite de la parcelle AV 325 qui représente une surface totale de 11 577 m². Cet espace est constitué de zones de stationnement et de l'emprise de l'impasse du Coq Rouge qui représente 172 ml.



Vu le code général des collectivités territoriale et notamment son article L 2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L 318-3,

Vu la demande faite par Méduane Habitat sollicitant, conformément à la convention signée avec la Ville en 2018, la reprise des voiries et des espaces communs dans le domaine communal de la ville de Mayenne,

Vu le dossier technique complet, les plans, équipements et installations transmis par l'aménageur,

Considérant que conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière, sauf si le classement envisagé porte atteinte aux fonctions de desserte et de circulation assurée par la voie, la procédure de classement dans le domaine public routier communal de la voirie incluant ses annexes ne nécessite pas d'enquête publique préalable,

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **accepte le transfert à titre gratuit dans le domaine communal d'une surface de 9 391 m² prise sur la parcelle AV 325 qui constitue les voiries et les espaces communs de la résidence Leny Escudero,**
- **autorise M. le Maire à signer le document de bornage établi par kaligéo et à effectuer toutes les autres démarches relatives à cette transaction,**
- **autorise M. le Maire à signer l'acte notarié de rétrocession dans le domaine communal établi par Me Pilleux,**
- **précise que les frais d'acte liés à cette opération seront à la charge de la ville de Mayenne,**
- **acte le classement desdites parcelles dans le domaine public communal,**
- **acte que le linéaire de voirie concerné par cette rétrocession et le classement dans le domaine public s'établit à 172 mètres linéaires.**

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

6 - FONCIER – Cession par la Ville de Mayenne de la maison 2 rue du Bras d'Or à M et Mme THOMAS Damien et Sophie

M. MARIOTON expose :

La Ville de Mayenne est propriétaire d'une maison située au 2 rue du Bras d'Or et cadastrée AZ 36 d'une surface au sol de 70 m². Cette maison a été achetée en 1991 par préemption au prix de 100 000 F dans l'optique d'élargir la rue. Or, ce projet n'a jamais été réalisé et n'est plus d'actualité.



Nous avons été sollicités en décembre 2020 par Mme Sophie CARRE, fille d'un ancien propriétaire, qui souhaiterait récupérer cette maison à laquelle elle est attachée. En avril 2021, le service des Domaines nous avait rendu une évaluation à 15 000 € mais en nous alertant sur les questions de solidité du bâtiment. Dans ce contexte, il nous a paru opportun de jouer la transparence et une 1ère visite a été faite à la mi-septembre 2022, qui a permis aux futurs acquéreurs de se rendre compte de l'état de la maison. A leur demande, les intéressés ont pu disposer des clés pendant une semaine afin de faire intervenir des entreprises et évaluer les travaux nécessaires et estimer les coûts. Mi-décembre, ils nous ont fait part de la nécessité d'une reprise totale de la façade (démontage et reconstruction) et de travaux importants de charpente dont le montant dépasse les 30 000 €, avec devis à l'appui. Au vu de ces travaux, ils nous ont fait une proposition au prix de 10 000 € nets, acte en main.

Le service des domaines, reconsulté en fin d'année 2022, a confirmé son évaluation au vu du niveau déjà très bas de l'estimation et d'une marge d'évaluation fixée à 15 %. Toutefois, compte tenu de l'état de vétusté de la maison et des travaux de consolidation et de reprise induits, il est proposé au Conseil Municipal de céder le bien au prix de 8 300 € auquel s'ajouteront les frais de notaire à la charge des acquéreurs. La ville de Mayenne fera procéder aux diagnostics obligatoires : amiante, plomb et installation électrique.

Vu les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis du service des Domaines en date du 21 avril 2021,

Considérant que cette maison composée d'une salle de séjour avec coin cuisine, de deux chambres, WC et salle de bains, avec garage et cave d'un seul tenant, AZ 36 d'une surface de 70 ca, n'est plus nécessaire aux projets de la ville de Mayenne et qu'elle n'a donc pas vocation à la conserver.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise la vente de la propriété AZ 36 à Mme et M. THOMAS Sophie et Damien demeurant La Ponterie à Aron au prix de 8 300 €,**
- **met à la charge des acquéreurs les frais d'acte notarié,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer l'acte de vente qui sera rédigé par Me Pilleux, procéder à l'ensemble des démarches et à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.**

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

7 - FONCIER – Transfert dans le domaine Communal de la parcelle BD 159 – Rue du Prieuré de Berne**M. MARIOTON expose :**

Dans le cadre de l'aménagement de la Rue du Prieuré de Berne et de l'entrée du centre commercial Leclerc, des rectifications cadastrales étaient nécessaires entre les espaces revenant à la ville de Mayenne et ceux affectés à FIMADIS.

Dans la perspective d'un futur échange, la société de géomètre Kaligéo, nous a fait passer en novembre 2022 un document provisoire de bornage. Or nous avons constaté que parmi les parcelles concernées, une était mentionnée comme appartenant au Syndicat d'Electrification des 2 Cantons de Mayenne qui n'existe plus depuis 2009.

Cette parcelle BD 159 de 30 m² constituait l'emprise d'un ancien transformateur qui a été désaffecté et démolì. Située en bordure du RD 104, à l'angle près du lotissement de la Guesnière, elle est désormais intégrée à la voirie de sortie du centre commercial.



Nous avons pris contact avec Territoire Energie Mayenne, autorité organisatrice sur le territoire départemental, pour le compte des communes, la mission de service public de distribution publique d'électricité. A la demande de TEM, ENEDIS, gestionnaire des biens, a confirmé qu'il n'y avait plus aucun ouvrage sur ladite parcelle et qu'elle n'avait de ce fait plus d'intérêt pour la gestion du réseau. Territoire Energie Mayenne, constatant que cette parcelle n'a plus vocation à demeurer dans son patrimoine, est donc favorable à nous la rétrocéder. Nous pourrions ensuite l'intégrer au processus d'échange que nous souhaitons engager. La cession qui sera constatée par acte administratif s'effectuera à l'euro symbolique et est exonérée de toute taxe.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- valide l'achat par la commune de Mayenne de la parcelle BD 159 de 30m² à l'euro symbolique
- autorise M. le Maire à signer l'acte administratif de cession établi par Territoire d'Energie Mayenne.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

8 - Soutien à l'organisation d'évènements sportifs**M. REBOURS expose :**

La commission Sport propose de retenir les associations ci-dessous et d'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2023 :

Subvention au club de Full Contact

Le club propose son gala annuel le samedi 4 février à la salle polyvalente. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 1000 € au club à l'issue de cette manifestation.

Subvention à l'association Mastria 53

L'association propose un Run & Bike le dimanche 5 février avec un départ au château de Mayenne. Il est proposé d'accorder une subvention de 400 € à l'association Mastria 53 à l'issue de cette manifestation.

Subvention à l'association May'Roc

L'association organise un championnat départemental d'escalade le week-end du 8/9 avril à Jules Ferry. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 400 € à l'association May'Roc.

Subvention au Tennis club

Le club organise son tournoi annuel du 3 au 19 février. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 1 400 € au Tennis club à l'issue de la manifestation.

Subvention au CAM ATHLETISME

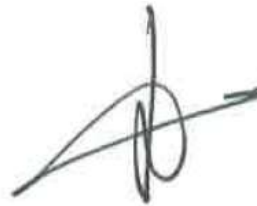
Le club propose un championnat de France interclubs de national 2 le 7 mai prochain. Il est proposé d'accorder une subvention de 1400€ au club à l'issue de cette manifestation.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide le versement de ces subventions aux associations citées.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	7	
Pour	24	
Abstention	1	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
 Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
 M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
 Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
 M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
 M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
 Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
 Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

9 - Subvention au Conseil Régional pour une arrivée du Région Pays de la Loire Tour

M. REBOURS expose :

La Région Pays de la Loire s'est associée à l'association MSCO, organisatrice de l'ancien Circuit de la Sarthe, afin de créer une nouvelle épreuve internationale de cyclisme nommée « Région Pays de la Loire Tour. Cette épreuve de niveau UCI Classe 1 se déroulera du 4 au 7 avril 2023 avec une étape partant de Beaugé en Anjou et arrivant à Mayenne le jeudi 6 avril.

De gros moyens de communications sont mis en œuvre par la région pour promouvoir cet évènement et l'inscrire dans la durée, avec notamment une diffusion sur la chaine L'équipe 21.

Cet évènement est un facteur d'attractivité pour notre territoire et la région souhaite mettre en avant les territoires traversés par la course. Compte tenu que le parcours traverse plusieurs communes de Mayenne Communauté (La Chapelle au Riboul, Le Horps, Lassay-les-Châteaux, La Haie Traversaine, Saint-Fraimbault-

de-Prières et Mayenne), une participation de la communauté de communes à hauteur de 15 000€ a été sollicitée par la Ville de Mayenne.

Pour permettre l'organisation logistique et technique de l'accueil de l'arrivée du Région Pays de la Loire Tour, il est demandé aux villes arrivées et départ de verser une subvention de 50 000€ à la région. Toutefois, l'accueil de cet évènement génère également des frais annexes pour lesquels la collectivité a demandé à la Région de les prendre en charge, soit directement, soit en déduction des 50 000€ à verser. Aussi, sous réserve de la réponse du Conseil Régional, le montant de la subvention pourra être modifié.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. CHOUZY s'étant abstenu et MM. MOTTAIS, FAUCON et BREHIN et Mme JONES ayant voté contre) :

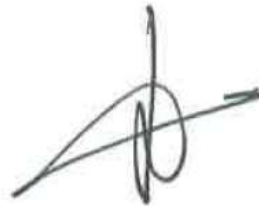
- valide l'attribution de cette subvention de 50 000 € à destination du Conseil Régional
- autorise M. le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville de Mayenne et le Conseil Régional dans le cadre du Région Pays de la Loire Tour.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

**10 - Marchés publics – Maîtrise d'œuvre aménagement boulevards de l'Europe et Jean Jaurès (22MOE12)
- Avenant – Autorisation de signature**

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 12/07/2022, la Ville de Mayenne a confié à l'entreprise INFRA CONCEPT une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des boulevards de l'Europe et Jean Jaurès pour un montant global forfaitaire et provisoire d'un montant de 25 400.00 € HT.

La rémunération de cette maîtrise d'œuvre est régie selon l'article 9.2 du Cahier des Clauses Particulières du marché selon lequel : « le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du cout prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre ».

L'estimation du coût prévisionnel des travaux était au départ de 600 000.00 € HT (valeur mai 2022). Sur cette base et avec un taux de rémunération fixé à 4.23 %, le montant provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élevait donc à 25 400.00 € HT.

La nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD) début janvier 2023, s'élève à 994 833.00 € HT.

En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise est porté à 42 081.44 € HT, soit une variation de +65.67% par rapport au forfait provisoire initialement prévu au marché.

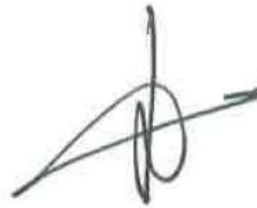
La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 28 février 2023 a émis un avis favorable sur la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

11 - Marchés publics – Travaux de réhabilitation du réservoir Hoche situé sur la Ville de Mayenne (22MOE11) - Avenant – Autorisation de signature
--

Mme FOURNIER expose :

Cette délibération annule et remplace la délibération n°32 du 8 décembre 2022.

Par marché notifié le 29/06/2022, la Ville de Mayenne a confié à l'entreprise INFRASTRUCTURES CONCEPT une mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réservoir Hoche pour un montant global forfaitaire et provisoire d'un montant de 16 500.00 € HT.

La rémunération de cette maîtrise d'œuvre est établie selon un forfait provisoire basé notamment sur un pourcentage du montant prévisionnel des travaux. Il est prévu au marché qu'à compter de l'Avant-Projet Définitif (APD) et de la validation du montant définitif des travaux, un avenant doit être rédigé afin de recalculer le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre sur cette nouvelle base.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux était au départ de 400 000.00 € HT (valeur avril 2022). Sur cette base et avec un taux de rémunération fixé à 4.13 %, le montant provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élevait à 16 500.00 € HT.

La nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD), s'élevait à 434 294.00 € HT. En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise avait été porté à 17 936.34 € HT, soit une variation de +8.71% par rapport au forfait provisoire initialement prévu au marché. Le Conseil Municipal avait alors approuvé ce nouveau forfait de rémunération par délibération du 8 décembre 2022.

Malheureusement, les offres reçues dans le cadre du marché de travaux afférent dépassaient considérablement les crédits budgétaires alloués pour cette opération. La Commission MAPA, réunie le 3 janvier dernier, a donc déclaré l'infirmité du marché pour offres inacceptables suite à la présentation du rapport du maître d'œuvre. Ce dernier a donc préconisé d'établir un nouveau programme en vue de relancer le marché de travaux.

Dans ce cadre, la nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD), s'élève à 424 159.00 € HT. Sur cette base, une nouvelle consultation vient d'être lancée.

En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise est porté à 17 517.77 € HT (soit +6.17%) et se décompose comme présenté dans le tableau ci-joint.

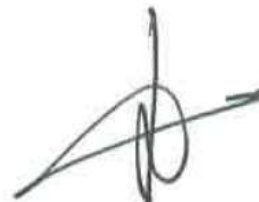
La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 28 février 2023 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN

Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

12 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Approvisionnement en gaz – Autorisation de signature et d'exécution

Mme FOURNIER expose :

L'approvisionnement en gaz naturel des bâtiments de 5 entités est aujourd'hui assuré par un contrat arrivant à terme le 31 décembre 2023 :

- Ville de Mayenne : 35 sites
- Mayenne Communauté : 6 sites
- Commune de Saint Baudelle : 2 sites
- SISAC (Syndicat Intercommunal Sportif Associatif et Culturel de Contest et Saint Baudelle) : 1 site
- Commune d'Aron : 3 sites

Le nombre de ces sites aujourd'hui répertoriés est néanmoins susceptible d'évoluer en fonction de

l'évolution du patrimoine et du développement du futur réseau de chaleur urbain de la Ville de Mayenne. Afin de garantir ledit approvisionnement il convient de relancer une consultation par le biais d'un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire d'une durée maximale de 4 ans.

Les cinq entités précitées ayant pour projet de lancer une consultation pour les besoins présentés ci-dessus, il est proposé de renouveler le groupement de commandes déjà initié en 2019.

L'objectif de celui-ci est la désignation de plusieurs prestataires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 23FOU08 et sera intitulée « Fourniture et acheminement de gaz naturel ». Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme d'appel d'offres sera nécessaire. A l'identique du précédent groupement de commandes, il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité. Le choix des titulaires sera effectué par la Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire :

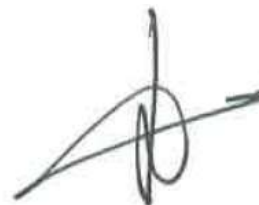
- **à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation ;**
- **à exécuter l'accord-cadre du groupement de commandes et son (ses) marché(s) subséquent(s), pour la partie qui le concerne, avec le(s) titulaire(s) désigné(s) par le coordonnateur.**

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

13 - Marchés publics – Travaux de rénovation de deux logements situés Vieille route d'Ambrières (22TRA21) - Avenant – Autorisation de signature
--

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 15/12/2022, la Ville de Mayenne a confié à la SAS BELLOIR le marché des « Travaux de rénovation de 2 logements – lot 3 : Carrelage – Faïence » pour un montant de 9 170.37 € HT.

Suite à une visite avant chantier et à une prise de niveau au laser, il s'est avéré nécessaire de poser un ragréage pour rattraper le niveau de l'ensemble des sols du logement T2. Le devis concernant ces travaux supplémentaires a été chiffré par l'entreprise titulaire du marché à hauteur de 643.11 € HT.

Les modifications ainsi apportées impliquent une plus-value totale de 643.11 € HT, soit une variation de + 7.01 % du montant du marché qui passe ainsi de 9 170.37 € HT à 9 813.48 € HT.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 28 mars 2023 a eu l'occasion de se prononcer sur la signature de cet avenant.

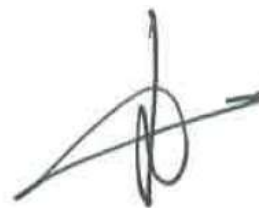
Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	32	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	0	
Pour	32	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 30 mars 2023**Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

14 - Subvention à l'inter-association de Parents d'élèves des écoles publiques : Organisation de la manifestation du 2 avril 2023
M. PAILLASSE expose :

Les associations de parents d'élèves des écoles publiques de Mayenne se sont rassemblées afin d'organiser une manifestation commune, elles ont souhaité privilégier un thème autour de l'environnement. Une animation intitulée « Chasse aux déchets déguisée » se déroulera le dimanche 2 avril prochain après-midi, un circuit partira de chaque école avec une déambulation en familles, déguisées et les différents cortèges effectueront un ramassage sur le trajet de tous les déchets trouvés. Cette animation se clôturera avec un rassemblement autour d'un goûter de toutes les familles participantes dans le parc du Château.

Les services de la Ville et du service de l'environnement et de la redevance incitative de Mayenne Communauté sont associés à cette démarche citoyenne et le collectif d'associations a sollicité la Ville afin

d'être accompagné financièrement pour l'organisation de cette journée, qui concerne potentiellement près de 800 élèves et leurs familles.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, décide de verser la somme de 500 € à l'ASC de l'école Pierre et Marie Curie afin de soutenir l'inter-association de parents d'élèves des écoles publiques dans l'organisation de cette animation du 2 avril 2023.

A Mayenne, le 30 mars 2023

Le secrétaire de séance
Mathieu BESSIN



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET

